



Des solutions locales

POUR UNE PAIX DURABLE

Construire un avenir de
résilience communautaire
dans un monde extrême

Rapport annuel 2022

TABLE DES MATIÈRES

1	Résumé	3	4	Sensibilisation	45
2	État des lieux des aides à l'investissement	6	5	Aperçu de la gouvernance et des ressources humaines	47
3	Aperçu du portefeuille mondial	9	6	Mise à jour financière	50
A	Encouragement à la tolérance au sein des communautés	11	7	Annexes	53
B	Une approche pan sociétale au renforcement des capacités en matière de prévention de l'extrémisme violent	17			
C	Création d'un accès aux moyens d'existence	24			
D	Renforcement de la résilience face aux incidences du changement climatique	31			
E	Promotion de L'Acceptation des Rapatriés	35			
F	Autonomisation des Femmes et des Filles	41			



SECTION
1

RÉSUMÉ



Introduction du président

Partout dans le monde, la politique et les sociétés deviennent de plus en plus polarisées, avec des opinions extrêmes plus importantes et de plus en plus perçues comme légitimes. Ces opinions ont tendance à être particulièrement attrayantes pour les personnes marginalisées ou qui se sentent démunies, un résultat croissant d'une autre tendance mondiale à l'élargissement des disparités économiques. Pour cette raison, bien que GCERF ait un mandat spécifique pour développer la résilience des communautés à l'extrémisme violent, il œuvre également pour traiter un problème ayant une résonance beaucoup plus large et des implications plus profondes : Comme le démontre ce rapport annuel, GCERF apporte de meilleures alternatives à ce sentiment de marginalisation et d'absence d'espoir ou de perspectives, pour des millions de personnes directement exposées au risque de radicalisation et de recrutement.

GCERF et ses partenaires parviennent à ces résultats en réunissant des perspectives diverses et parfois fortement opposées - sécurité et développement, gouvernance mondiale et communautés locales, gouvernement et société civile, secteurs public et privé. Le résultat net est un ensemble d'initiatives puissantes et durables, qui favorisent également une meilleure tolérance, compréhension et coopération. Bien que GCERF soit une organisation modeste, il promeut des changements significatifs parmi les individus et les communautés, avec le potentiel d'une portée exponentiellement plus large pour notre avenir mondial commun. Je suis reconnaissant envers nos bailleurs de fonds et nos partenaires, envers l'équipe du Secrétariat, mais surtout envers les communautés que nous avons le privilège de soutenir.

Stefano Manservisi,

Président, Conseil d'administration de GCERF

Résumé du directeur exécutif

Je suis fier des succès reflétés dans le rapport annuel 2022 de GCERF. Dans un nombre croissant de pays et de communautés partenaires, GCERF favorise la tolérance, promeut une réponse de l'ensemble de la société, offre un meilleur accès aux moyens de subsistance, renforce la résilience face à l'impact du changement climatique, aide à la réhabilitation et à la réintégration des rapatriés, et autonomise les femmes et les filles, le tout dans un effort concerté pour endiguer l'extrémisme violent et le terrorisme en le prévenant en premier lieu. La grande diversité des études de cas incluses dans le rapport montre également que nous entreprenons cette mission en partenariat, de manière durable et ouverte.

Je suis également fier du niveau d'ambition reflété dans le rapport. Le nombre croissant de pays partenaires de GCERF reflète la reconnaissance de l'approche unique de l'organisation et la confiance dans notre modèle de financement des subventions. Les études de cas illustrent le fait que nous nous affranchissons des cloisonnements, en utilisant les apports et les principes du développement pour obtenir des résultats en matière de sécurité. L'accent que nous mettons sur la réhabilitation et la réintégration, ou sur la protection des communautés contre le risque d'extrémisme violent exacerbé par le changement climatique, fait preuve d'innovation et d'ingéniosité. Cette ambition collective ne doit cependant pas être synonyme d'un engagement sans limite de la part de GCERF : En renforçant les capacités dès le départ, nous cherchons à garantir que les programmes que nous avons lancés pourront se poursuivre avec d'autres ressources. L'appropriation nationale est essentielle à notre approche, et nous mettons davantage l'accent sur le partage des leçons et des bonnes pratiques, notamment à travers une plateforme mondiale permettant aux communautés à risque de se soutenir mutuellement. Enfin, je suis fière de notre équipe à travers le monde, de son engagement et de son dévouement, et de la création d'une culture unique et d'une communauté mondiale de collaboration.

Khalid Koser,
Directeur Exécutif, GCERF

2022 GCERF Points de données globales



Le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience (en anglais, *Global Community Engagement and Resilience Fund – GCERF*) avait investi dans 14 pays et avait soutenu 277 partenaires locaux depuis le lancement du processus d'octroi de financement par l'organisation en 2015.



Les programmes avaient permis à plus de 35 000 chefs religieux de s'engager dans des ateliers consacrés à la résolution des conflits, à la promotion de la paix, à la réflexion critique et aux compétences de leadership.



En moyenne, la valeur des financements avait augmenté de près d'un million de dollars US.



Les programmes avaient bénéficié à plus de 46 000 personnes, dans le cadre d'interventions en faveur des moyens d'existence et de l'aptitude à l'emploi comprenant des outils, des capitaux de démarrage pour les petites entreprises et l'acquisition de nouvelles compétences professionnelles. Ces personnes font partie de plus de 100 000 individus qui ont pu accéder à des programmes conçus pour promouvoir un accès équitable aux opportunités et à un éventail plus étendu d'interventions.



En 2022, 18 nouveaux accords de financement ont été signés, et 39 financements faisaient l'objet d'une mise en œuvre active. En 2023, des accords de financement devraient être signés dans 7 nouveaux pays. Depuis la fondation de GCERF, 90 accords de financement ont été signés.



Les programmes avaient engagé 396 248 participants dans des activités culturelles et sportives visant à établir une cohésion sociale et à prévenir l'extrémisme violent.



À la fin de l'année 2022, les programmes soutenus par GCERF avaient directement couvert 3,1 millions de bénéficiaires, dont près de 50 % étaient des femmes et des filles.



Des dialogues, des consultations et des tables rondes entre les différents groupes confessionnels et communautaires avaient réuni 585 414 membres de communautés et jeunes, notamment 16 563 chefs religieux, dans le cadre de plus de 7 400 séances.



SECTION
2

**ÉTAT DES LIEUX
DES AIDES À
L'INVESTISSEMENT**

Tableau de données, tous les pays :

Pays	Total des subventions	Subventions actives	Investissements à ce jour	Bénéficiaires directs	Pourcentage de femmes bénéficiaires	Nombre total de partenaires locaux (y compris les sous-récepteurs)
Albanie	3	3	2 million	11.100	65	8
Bangladesh	9	2	10,8 million	1.380.142	46	41
Bosnie-Herzégovine	1	1	0,5 million	385	46.7	1
Burkina Faso	4	4	3,7 million	2.880	39.2	10
Kenya	10	1	7,1 million	680.015	48.3	29
Kosovo	8	3	5,1 million	77.432	48	20
Mali	13	3	10,7 million	293.480	46.7	47
Nigeri	3	3	2,3 million	17.636	56	9
Nigeria	11	3	12,6 million	477.295	47	26
Macédoine du nord	2	2	1,3 million	4.454	51.2	9
Philippines	13	5	8,2 million	200.852	52.6	41
Somalie	3	3	2,6 million	1.175	66.4	6
Sri Lanka	1	1	1,8 million	8.800	52	14
Tunisie	8	3	3,6 million	15.070	52.7	14

Pays dans lesquels oeuvre GCERF

(Pays partenaires à partir de la date de publication – T3 2023)

22

Pays
d'intervention

3.1M

Bénéficiaires directs

93

Contrats de
financements signés

282

Partenaires locaux

- 1 Albanie** 2020
4 subventions
\$3.1m engagés
10 partenaires locaux
- 2 Bangladesh** 2016
9 subventions (2 actifs)
\$10.8m engagés
41 partenaires locaux
- 3 Bosnie-Herzégovine** 2022
1 grant
\$0.5m engagés
1 local partner
- 4 Burkina Faso** 2021
4 subventions
\$3.7m engagés
10 partenaires locaux
- 5 Tchad** À partir de 2023
- 6 Ghana** À partir de 2023
- 7 Indonésie** À partir de 2024
- 8 Irak** À partir de 2023
- 9 Kenya** 2018
11 subventions (2 actifs)
\$9.3m engagés
30 partenaires locaux
- 10 Kosovo** 2017
8 subventions (3 actifs)
\$5.1m engagés
20 partenaires locaux
- 11 Kyrgyzstan** À partir de 2023
- 12 Mali** 2016
13 subventions (3 actifs)
\$10.7m engagés
47 partenaires locaux

- 13 Mauritanie** À partir de 2023
- 14 Mozambique** À partir de 2023
- 15 Niger** 2022
4 subventions
\$3m engagés
11 partenaires locaux
- 16 Nigéria** 2016
11 subventions (3 actifs)
\$12.6m engagés
26 partenaires locaux
- 17 Macédoine du nord** 2021
2 subventions
\$1.3m engagés
9 partenaires locaux
- 18 Somalie** 2021
3 subventions
\$2.6m engagés
6 partenaires locaux
- 19 Sri Lanka** 2021
1 grant
\$1m engagés
14 partenaires locaux
- 20 Les Philippines** 2019
13 subventions (5 actifs)
\$8.2m engagés
41 partenaires locaux
- 21 Tunisie** 2019
9 subventions (4 actifs)
\$3.8m engagés
16 partenaires locaux
- 22 Yémen** À partir de 2023





SECTION
3

APERÇU DU PORTEFEUILLE MONDIAL

Introduction

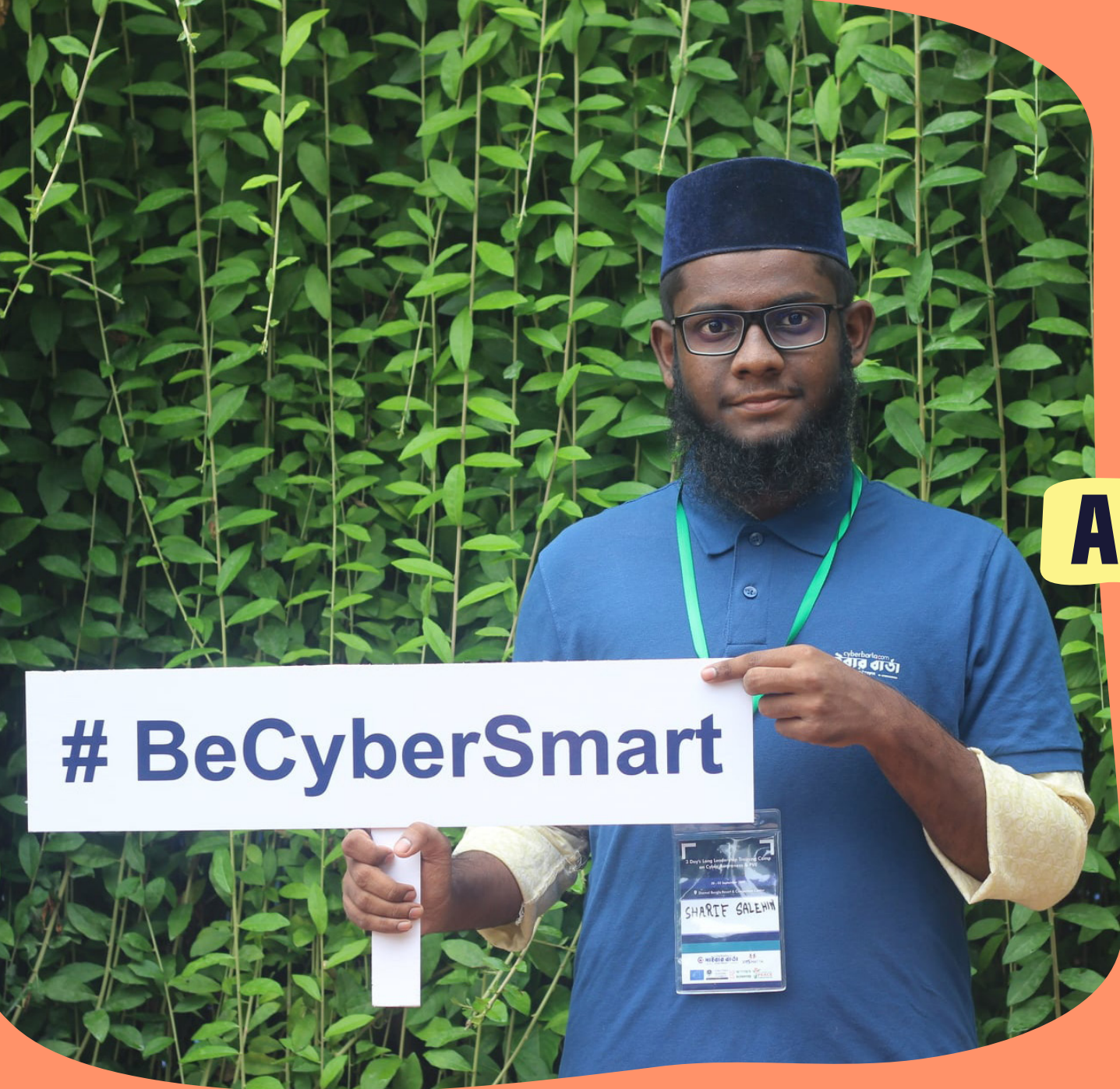
En 2022, GCERF a renforcé sa focalisation sur des contextes spécifiques dans lesquels les populations sont les plus exposées à des risques de recrutement par des groupes extrémistes violents : la Mauritanie et l'Irak sont devenus de nouveaux pays partenaires et des travaux préparatoires ont été entrepris avec les gouvernements du Yémen et du Kirghizistan en vue de partenariats futurs.

Dans le cadre des investissements substantiels réalisés au Sahel en collaboration avec le Groupe de cinq pays du Sahel (G5 Sahel), les enseignements tirés par GCERF lors des processus de réhabilitation et de réintégration dans les Balkans occidentaux ont clairement montré la possibilité d'appliquer ces bonnes pratiques dans de nouveaux contextes tels que ceux du Kirghizistan et de l'Irak.

À l'échelle mondiale, chacun des programmes que soutient GCERF a été défini et élaboré par des acteurs locaux, avec des stratégies et des tactiques destinées à prévenir l'extrémisme violent et adaptées aux causes et facteurs contextuels spécifiques qui exposent les communautés à des risques de radicalisation et de recrutement par des groupes extrémistes violents. L'aperçu du portefeuille annuel de 2022 présente six domaines principaux dans lesquels les programmes ont accompli des progrès cette année : l'encouragement à la tolérance, l'application d'une approche pan sociétale, l'instauration d'un accès aux moyens d'existence, la fourniture aux communautés d'outils leur permettant de faire face aux pressions climatiques, la promotion de l'acceptation des rapatriés, et l'autonomisation des femmes et des filles.

Les pages suivantes présentent une multitude d'exemples de chacun de ces thèmes qui illustrent l'ingéniosité, la créativité et la perspicacité dont font preuve les partenaires de la société civile et les membres des communautés lorsqu'ils sont habilités à concevoir des solutions permettant de prévenir l'extrémisme violent, souvent en collaboration avec les acteurs gouvernementaux et les responsables de la sécurité.





A

**Encouragement
à la tolérance
au sein des
communautés**

BeCyberSmart

BANGLADESH

Partenariat avec les institutions éducatives

Rupantar – Consortium PEACE

Promotion de l'engagement et de l'action face à l'extrémisme

Districts de Khulna et Rajshahi

Couverture directe : 358 375 personnes

Classement GTI du pays : 43

Au Bangladesh, GCERF investit dans l'établissement de programmes de prévention de l'extrémisme violent depuis 2016 et, après six années d'investissements, on observe des signes d'amélioration majeure de la situation sécuritaire : sur le classement de l'indice du terrorisme dans le monde, le pays est passé de la 21^e place à la fin de l'année 2016 à la 43^e place aujourd'hui. De plus, la focalisation sur les moteurs de l'extrémisme violent et du terrorisme a largement contribué à la sortie imminente du pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

Cela a été possible grâce à une multitude de facteurs : l'approche proactive du gouvernement du Bangladesh et le renforcement des réponses de l'État de droit, les interventions des organisations de la société civile, et l'expansion du renforcement de la résilience des organisations communautaires avec l'appui des partenaires internationaux.

En 2022, l'ONG Rupantar a collaboré avec des institutions éducatives locales en vue de sensibiliser les jeunes des districts de Khulna et Rajshahi à la prévention de l'extrémisme violent, au travers du Consortium *Preventing Extremism through Active Community Engagement* (Promotion de l'engagement et de l'action face à l'extrémisme – PEACE), ainsi qu'en partenariat avec quatre autres organisations de la société civile. Dans ces contextes, les tensions interconfessionnelles compromettent une coexistence pacifique, et les informations tirées des études passées ont montré que les étudiants d'universités privées et publiques étaient les plus exposés au risque de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent.

Au total, 240 séances de formation au leadership axées sur la tolérance et l'inclusion ont été organisées en soutien à la participation des étudiants au déploiement des activités de prévention de l'extrémisme violent dans leurs communautés. Par ailleurs, trois procès fictifs préparés par l'Inter-University Law Clinic (Clinique de droit interuniversitaire – IULC) ont engagé des étudiants universitaires et des juges des tribunaux de district et de la Cour suprême dans des débats liés à la prévention de l'extrémisme violent.

De plus, le Consortium PEACE a organisé des dialogues de plaidoyer politique avec diverses parties prenantes, notamment le juge de la division d'appel de la Cour suprême, le procureur général du Bangladesh, l'ancien président de la Commission des droits de l'homme du Bangladesh, ainsi que des doyens, des responsables et des enseignants de 15 facultés de droit universitaires nationales. Une institution universitaire, la Faculté de droit universitaire de Khulna, s'est engagée à inclure désormais un cours sur la prévention de l'extrémisme violent dans le programme d'enseignement, ce qui illustre clairement la durabilité des programmes de GCERF.

Étant donné que les financements actuels pour Rupantar et d'autres bénéficiaires au Bangladesh prendront fin



en 2023, des blocs de construction ont été mis en place pour assurer la continuité des activités et la pérennité des organisations locales qui ont été créées. Les efforts qui ont été déployés jusqu'ici en termes d'engagement auprès des parties prenantes nationales et locales, telles que les responsables gouvernementaux et les facultés universitaires, y compris les collaborations officielles qui ont été mises en place, seront essentiels pour veiller à la pérennité à long terme des progrès réalisés à ce jour.

BURKINA FASO

Comités de paix locaux pour la résolution des conflits

Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori)
Promotion d'une cohabitation pacifique pour les communautés du Sahel et du Nord en renforçant les mécanismes locaux de dialogue social et les échanges socioéconomiques et religieux
Régions du Nord et du Sahel
Couverture directe : 1762 personnes
Classement GTI du pays : 2

En 2022, l'UFC Dori a poursuivi la mise en œuvre du projet *Promotion de la cohabitation pacifique pour les communautés du Sahel et du Nord en renforçant les mécanismes locaux de dialogue social et les échanges socioéconomiques et religieux*.

En vue de promouvoir et de renforcer la tolérance, des séances destinées aux étudiants, aux femmes et aux chefs coraniques ont bénéficié à plus de 400 personnes, au travers de cours éducatifs sur la cohabitation pacifique et l'importance de vivre ensemble, notamment en intégrant des principes de cohésion sociale dans les enseignements de l'islam.

En 2022, l'initiative a également mis l'accent sur le renforcement des capacités des communautés à arbitrer et résoudre les conflits, par le biais de structures villageoises appelées « comités de paix locaux » (CPL) qui avaient été précédemment établies par l'UFC-Dori dans les 10 communautés cibles, grâce à un financement de GCERF. Les comités de paix locaux cherchent à maintenir la paix et la cohésion sociale et à prévenir les

menaces potentielles en identifiant les messages ou les activités extrémistes.

Cette année, avec l'appui de GCERF, 43 délégués de villages participant au projet ont été sensibilisés aux méthodes et aux avantages de la résolution des conflits à l'échelle locale. Outre le renforcement de la résolution des conflits, les séances ont permis d'améliorer la compréhension entre les groupes de cultures différentes représentés au sein des comités de paix locaux des villages, qui comportent généralement 15 membres, y compris un éventail de professions et d'intérêts.

Les CPL ont été mis en place dans le cadre de processus participatifs à l'échelle des villages, afin que les communautés s'approprient cette initiative à long terme. Ce processus participatif facilite également leur efficacité en renforçant la confiance dans le modèle et la cohésion sociale.

Au Burkina Faso, les griefs liés à la gouvernance permettent à des groupes extrémistes violents de tirer parti du vide institutionnel créé par le contexte politique en vue de renforcer leur présence sur le terrain. De plus, des conflits entre agriculteurs et gardiens de troupeaux concernant l'accès aux terres et l'exploitation des ressources naturelles attisent les tensions au sein des communautés. Compte tenu du manque continu d'opportunités économiques et de l'environnement de radicalisation, les enfants et les jeunes sont vulnérables face aux groupes extrémistes violents, qui leur offrent des incitations financières et d'autres types d'avantages matériels.

Aujourd'hui, les changements sont déjà visibles dans le village. Au début du processus, quand nous avons participé aux premières activités du CPL, nous n'étions pas tous engagés, car la communauté fulani y était réticente et n'y participait pas. Mais avec les séances de sensibilisation qui ont suivi, les Fulanis ont compris et envoyé leur représentant afin de rejoindre le comité.

M. NANAMA David

Pasteur et secrétaire du comité de paix local (CPL) du village de Ramsa, dans la commune de Séguénéga.

PHILIPPINES

Formation des chefs religieux interconfessionnels et des chefs tribaux

Fondation Mahintana, Promotion des engagements en faveur de la paix et de l'autonomisation des communautés (Promoting Peace Engagements and Community Empowerment – ProPEACE)

Provinces de Sarangani et de Cotabato du Sud, Mindanao

Couverture directe : 1928 personnes

Classement GTI du pays : 18

La menace de l'extrémisme violent aux Philippines est grave et persistante, en raison de griefs liés à la gouvernance et de griefs historiques irrésolus attisés par des divisions culturelles et géographiques entre communautés chrétiennes, musulmanes et autochtones, ainsi que par des pressions socioéconomiques. La situation a toutefois évolué de façon positive ces dernières années, les Philippines étant passées de la 16^e à la 18^e position sur l'indice du terrorisme dans le monde.

Le programme ProPEACE, mis en œuvre par la Fondation Mahintana, œuvre à l'amélioration de la paix et de la sécurité en renforçant la tolérance et le respect au sein des 10 municipalités des provinces de Sarangani et de Cotabato du Sud de l'île de Mindanao. La priorité du programme a été de renforcer les capacités et les compétences des « trois peuples », un regroupement spécifique à Mindanao comprenant des musulmans, des populations autochtones et des chrétiens, ainsi que des jeunes issus de ces groupes.

Au sein des communautés des trois peuples, ProPEACE s'engage auprès des chefs religieux et tribaux, y compris les Ulémas et les Ustads (des experts spécialisés dans les enseignements de l'islam), les Haggais/pasteurs autochtones, les chefs, prêtres et ministères chrétiens, les étudiants et les jeunes déscolarisés, dans le cadre d'activités soutenues par des financements qui visent à promouvoir la tolérance. Les séances de dialogues interconfessionnels, les échanges interculturels et les mécanismes de participation à la gouvernance locale ont été essentiels dans le cadre de cette initiative de renforcement des capacités ainsi que pour l'objectif d'instaurer et de renforcer la tolérance interculturelle et interconfessionnelle.

En 2022, le programme a travaillé avec des organisations ulémas et ustads pour former des enseignants, des chefs religieux et des étudiants, ainsi que pour intégrer des initiatives de sensibilisation à la construction de la paix dans l'éducation aux valeurs islamiques ou *Tarbiya* (éducation familiale) qui sont enseignées dans les médersas, les madaris et les mosquées. Grâce à l'élaboration de modules et à des formations, les enseignants madaris ont acquis des techniques d'enseignement, et ils disposent d'une compréhension plus étendue des corrélations entre les valeurs islamiques et la tolérance.

Le développement de compétences en résolution des conflits a également été un aspect important de l'activité du programme mis en œuvre par la Fondation Mahintana : les ateliers organisés avec les organisations des trois peuples étaient axés sur la manière de résoudre les conflits dans les communautés et ils ont permis d'établir des liens avec le Conseil musulman des aînés (*Muslim Council of Elders*) en vue de son inclusion dans les structures de gouvernance locale au sein desquelles les chrétiens et les peuples autochtones sont déjà représentés. Les activités ciblant les trois peuples et les

J'ai enrichi mes connaissances sur la culture des trois peuples et j'ai appris des techniques permettant de gérer les conflits ou de les arbitrer. À l'église, nous commençons généralement par une prière et nous écoutons les propos des deux parties, puis nous donnons des conseils. Lors de cette formation, j'ai découvert d'autres moyens ou techniques de résolution des conflits, comme la cartographie des conflits.

Frances

Participante à un atelier de la Fondation Mahintana sur la culture et la paix



jeunes ont été conçues de manière à renforcer le respect interconfessionnel et interculturel et à encourager une participation active à la gouvernance locale.

Ce travail mené par la Fondation Mahintana a clairement fait ressortir l'existence d'une tendance à l'amélioration de la compréhension des cultures et des perceptions entre les groupes des trois peuples. Pour les chefs religieux de Banga et Tupi, l'importance de l'unité et de l'acceptation mutuelle parmi les chrétiens, les musulmans et les peuples autochtones a également été une tendance observée par un changement de comportement.

Par la suite, la Fondation Mahintana et ProPeace se lanceront dans la mise en œuvre d'une deuxième phase du programme, par le biais de nouveaux financements à partir de 2023. Après la reconnaissance des institutions des trois-peuples et leur inclusion dans la gouvernance locale au cours de la première phase du programme, cette nouvelle phase se concentrera sur le renforcement des fonctionnalités de ces institutions et elle cherchera à inspirer d'autres communautés à établir des entités similaires.

MACÉDOINE DU NORD

Des tournois d'échecs et de football pour renforcer la tolérance

**Association des jeunes avocats macédoniens (MYLA) –
Centre de cadre commun**

Macédoine du Nord

Établissement de communautés résilientes et inclusives

Couverture directe : 90 personnes

Couverture indirecte : 180 personnes

Classement GTI du pays : 93



La prévention de l'extrémisme violent en Macédoine du Nord est particulièrement complexe en raison d'un contexte de défis aggravés : des relations fragiles entre les groupes ethniques, des violences découlant de rivalités politiques, une interprétation intolérante de l'islam, l'accès restreint à une éducation de qualité, des perspectives d'emploi limitées et une économie chancelante, ainsi que le sentiment d'exclusion générale de la société éprouvé par les rapatriés.

Les pays des Balkans occidentaux ont accueilli l'un des plus grands nombres de combattants terroristes rapatriés de pays étrangers (RFTF) par habitant au monde. Dans les Balkans occidentaux, la focalisation principale du portefeuille de financement de GCERF consiste à appuyer le travail de prévention de l'extrémisme violent en réhabilitant les combattants rapatriés et leurs familles et en les aidant à se réinsérer dans la société, par le biais d'un soutien à la réinsertion, à la réhabilitation et à la resocialisation, afin d'empêcher des recrutements futurs par des groupes extrémistes violents.

Pour surmonter ces défis en Macédoine du Nord, des programmes visant à « établir des communautés résilientes et inclusives » sont en cours de mise en œuvre par le consortium MYLA en Macédoine du Nord et, en parallèle, par le Consortium de l'Institut pour la démocratie et la médiation (IDM) dans le pays voisin, l'Albanie.

En 2022, la MYLA a réuni des étudiants de statut social, de facultés et de groupes ethniques différents afin de participer à des tournois d'échecs et de football dans les municipalités de Gazi Baba et Saraj, pour promouvoir l'inclusion et la tolérance parmi les jeunes qui, sinon, auraient entretenu des préjugés les uns envers les autres.

Dans ce cadre, le programme s'efforce d'insuffler un sentiment de cohésion sociale et d'acceptation du

multiculturalisme dans la communauté, renforçant ainsi la résistance à la radicalisation et aux idées relevant de l'extrémisme violent chez les jeunes.

De plus, des activités organisées par les bénéficiaires de GCERF en 2022 ont permis aux écoles de développer des compétences et de s'approprier les activités, ce qui facilitera l'organisation de rencontres similaires à l'avenir et un renforcement de l'intérêt et de l'engagement futurs des étudiants.

En 2023, la mise en œuvre du programme se poursuivra dans le cadre d'un éventail de rencontres sportives et culturelles différentes qui seront organisées dans d'autres municipalités en Macédoine du Nord.



B Une approche pan
sociétale au
renforcement
des capacités
en matière de
prévention de
l'extrémisme
violent

NIGERIA

Formations destinées aux journalistes pour une couverture fiable de l'extrémisme violent

Initiative des jeunes du Nord-Est pour le développement (NEYIF)

Agents de la cohésion sociale dans le cadre d'initiatives de renforcement de la résilience et de paix dans les communautés

Ateliers de formation pour les journalistes sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent et sur la couverture des incidents de violence

État de Sokoto

Couverture directe : 50 journalistes formés

Classement GTI du pays : 8



L'approche pan sociétale de la NEYIF en matière de prévention de l'extrémisme violent reconnaît le rôle essentiel des médias pour informer divers publics, par le biais d'une couverture de qualité et impartiale. En l'absence de normes journalistiques solides, les acteurs des médias peuvent relayer des informations trompeuses ou qui n'ont pas fait l'objet d'un contrôle rigoureux, exacerbant les divisions qui débouchent sur la violence. En parallèle, la déformation des faits en raison de faibles normes médiatiques ouvre la porte aux idées relevant de l'extrémisme violent, à la radicalisation et au recrutement.

Dans l'État de Sokoto, le projet mis en œuvre par la NEYIF renforce la capacité des journalistes à assurer une couverture fiable de l'extrémisme violent, dans le cadre de formations courtes sur la prévention de l'extrémisme violent. Pendant trois jours, des consultants spécialisés ont formé des journalistes représentant le Daily Trust News Agency of Nigeria, Rima FM, Rima TV, Caliphate FM, Garkuwa FM et le Leadership Paper, entre autres organes médiatiques, aux principes fondamentaux de l'extrémisme violent, à ses facteurs et ses indicateurs, ainsi qu'à l'importance d'une couverture médiatique neutre et équilibrée. Les formations comprennent également des normes relatives à la présentation d'opinions multiples, au contrôle des données et des sources, et à l'élaboration de contenu sensible aux conflits.

L'Union nigériane des journalistes a reconnu la valeur des formations visant à améliorer les normes journalistiques dans l'État de Sokoto, et d'autres formations futures ont été demandées. Le récipiendaire de GCERF, la NEYIF, continuera à mener la formation journalistique pendant les deux années de financement qui lui restent, en vue de former 150 journalistes. De plus, la NEYIF effectuera des visites de suivi annuelles auprès des organes médiatiques qui dépêchent des journalistes pour participer à la formation, afin d'évaluer la mesure dans laquelle les compétences en matière de couverture de la prévention et de la lutte contre l'extrémisme violent et de couverture sensible aux conflits sont mises en pratique.

Aujourd'hui, le nord-ouest du Nigeria, la région la plus pauvre du pays, est devenu l'épicentre de l'extrémisme violent à l'échelle nationale, en raison de la confluence d'un certain nombre de facteurs de menace. Parmi ces facteurs figurent la fréquence accrue des actes de violence islamique et du banditisme, les conflits entre les agriculteurs et les gardiens de troupeaux relativement aux ressources naturelles, et les migrations forcées dues au changement climatique, entre autres éléments. Les attaques contre les villages dans les zones rurales impliquent souvent des enlèvements suivis de demandes de rançon, ainsi que des enlèvements de femmes et de filles à des fins de mariage forcé et d'esclavage sexuel.

TOC

1

2

3

4

5

6

7

< 16 >

BURKINA FASO

Formation des jeunes gardiens de troupeaux afin de les sensibiliser à la radicalisation et à la résolution des conflits

Réseau Afrique Jeunesse (RAJ) – Renforcement du rôle de réglementation et de promotion du dialogue des chefs coutumiers/religieux et des dirigeants communautaires par des formations destinées aux chefs religieux.

Régions du Nord (Yatenga-Lorum) et du Sahel (Seno-Yagha)

Couverture directe : 1118 personnes

Classement GTI du pays : 2

Le Réseau Afrique Jeunesse (RAJ) intervient dans les régions du Burkina Faso où le risque de recrutement par des groupes extrémistes radicaux est le plus élevé, en s'engageant auprès des gardiens de troupeaux, des agriculteurs, des déplacés internes, des dirigeants communautaires et des chefs religieux.

En 2022, le projet et le travail du RAJ ont englobé diverses composantes adaptées aux contextes que cible le Réseau en vue d'interventions soutenues par des financements. Des séances de formation ont été dispensées dans la commune de Dori à l'intention des jeunes gardiens de troupeaux, réunissant 30 jeunes dans le but de renforcer leurs capacités à analyser les conflits, à reconnaître les discours radicaux et à prévenir la radicalisation de leurs pairs. Les participants ont été envoyés par les communautés de Solhan et Gorgadj pour renforcer le suivi communautaire dans ces contextes.

Dans les communes d'Ouahigouya, de Sébba et de Solhan, les jeunes gardiens de troupeaux formés par le projet ont dirigé 10 séances de dialogue communautaire consacrées à la prévention de la radicalisation et à la gestion des conflits.

Des séances supplémentaires organisées fin 2022 à Gorgadj, Sebba et Solhan ont rassemblé 90 jeunes éleveurs de bétail (41 femmes et 49 hommes) pour leur enseigner des techniques permettant de reconnaître les discours radicaux au sein des communautés et des méthodes de prévention de la radicalisation.

Les participants ont découvert divers types de tactiques mises en œuvre par la communauté permettant de prévenir et de résoudre les conflits, et tous étaient en faveur du renforcement de l'utilisation d'outils et de tactiques visant à réduire l'influence des groupes extrémistes violents sur leurs communautés.

Lors de la prochaine phase du projet, les jeunes gardiens de troupeaux mèneront des activités destinées à faciliter une résolution pacifique des conflits en établissant des espaces de dialogue et des comités de surveillance communautaire, afin d'assurer un suivi de la résolution des conflits et de la soutenir au sein des communautés et entre elles.

L'un des autres résultats positifs du projet est que les chefs traditionnels et religieux dans les communautés cibles ont spontanément organisé leurs propres réunions en soutien aux comités de surveillance communautaire établis par les participants à la formation et par le RAJ. Désormais conscients de leur propre potentiel en tant qu'agents du changement pour prévenir l'extrémisme violent, ces chefs traditionnels et religieux ont pu promouvoir un dialogue entre les membres des communautés et encourager leur participation à la prévention de l'extrémisme violent.

La formation m'a fortement sensibilisé au problème des conflits communautaires. Je fais attention aux termes que j'emploie dans mes conversations avec les autres et, souvent, je remets en cause les mots que les autres utilisent en public... J'ai organisé une discussion communautaire avec 30 personnes environ et je constate que c'est un soulagement pour elles de pouvoir en parler...

Je ne peux pas dire que je suis en sécurité, mais je suis calme et en paix aujourd'hui, car plusieurs personnes me disent qu'elles ont compris un peu mieux le phénomène grâce à nos échanges et nos discussions. Je suis donc optimiste et confiant pour l'avenir.

DIALLO Amadou Hamidou

Un jeune gardien de troupeau vivant dans la commune de Gorgadj au Burkina Faso, bénéficiaire de la formation sur l'analyse des conflits, l'identification des discours radicaux et la prévention de la radicalisation.

TUNISIE

Engagement des chefs religieux dans la prévention de l'extrémisme violent

Takamul, mis en œuvre par l'OSC récipiendaire principale Forum El Jahed (FEJ) et l'OSC récipiendaire secondaire Tunisia+

Renforcement des capacités des chefs religieux El Kef, Jendouba, Tunis

Couverture directe : 155 chefs religieux

Classement GTI du pays : 40

En Tunisie, les jeunes sont les plus à risque de radicalisation par des groupes extrémistes violents, car ils font face à un éventail de défis susceptibles de renforcer leur attirance pour ces groupes. Au taux de chômage de plus de 37 % chez les jeunes de 15 à 24 ans, s'ajoutent l'instabilité politique et une violence généralisée dans les communautés. Pour beaucoup de jeunes, la motivation à quitter la Tunisie est devenue plus forte, que ce soit par des moyens légaux ou illégaux, notamment en rejoignant des groupes extrémistes violents. Pour certains, les opinions des religieux fondamentalistes peuvent sembler offrir un réconfort.

Avec l'appui de GCERF, l'organisation de la société civile Forum El-Jahedh, dans le cadre du projet Takamul, a élaboré et organisé des séances de renforcement des capacités qui ont rassemblé des chefs religieux dans les villes de Tunis, de Jendouba et de Kef. Les chefs religieux en Tunisie font partie d'une sphère informelle qui n'est pas soumise au contrôle du gouvernement centralisé ou des autorités religieuses. L'absence de mécanismes de supervision permet aux chefs religieux qui le souhaitent de propager des idées extrémistes, ce qui peut susciter un attrait pour le recrutement par des groupes extrémistes violents au sein des communautés confessionnelles.

Reconnaissant que les chefs religieux sont les premiers points de contact entre les jeunes et la religion, le programme Takamul élaboré par le forum El-Jahedh en profite pour doter ces chefs d'idées et d'outils visant à enseigner la tolérance et, ainsi, réduire le risque de recrutement par des groupes extrémistes dans leurs communautés.

Les séances de renforcement des capacités se concentrent sur le développement des compétences générales des participants, notamment la réflexion critique, l'empathie, les compétences en matière de communication, une focalisation sur les perspectives positives plutôt que négatives et la réflexion rationnelle. Dans l'auto-évaluation à l'issue de la formation et des séances de dialogue, 93 % des participants ont indiqué posséder une compréhension approfondie des concepts et des compétences partagés lors des séances.

Sur la base des accomplissements réalisés par le programme à ce jour et en collaboration avec le récipiendaire principal, Forum El Jahed, Tunisia+ mettra en œuvre de nouveaux cycles de séances de renforcement des capacités au cours des deux prochaines années, en vue de doubler le nombre total de chefs religieux couverts.



SRI LANKA

Établir des ponts entre les religions et les cultures parmi les jeunes

HELVETAS Sri Lanka

Initiatives d'autonomisation dirigées par les jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent (EMPOWER)

Couverture directe : 8 800 personnes

Classement GTI du pays : 29



Mis en œuvre par Helvetas en collaboration avec un certain nombre de bénéficiaires secondaires de la société civile au Sri Lanka, le programme EMPOWER a commencé à cibler les jeunes provenant de groupes ethniques, religieux, culturels et sociaux divers pour promouvoir la compréhension de l'extrémisme violent et de ses facteurs. Lancé en 2022, ce programme se focalise sur les risques liés aux propos haineux et aux fausses informations, et il permet aux jeunes d'acquérir les compétences requises pour créer des discours positifs et contrer la radicalisation.

En tant que première initiative, le Forum des journalistes pour le développement au Sri Lanka (*Lanka Development Journalist Forum* – LDJF) a mené un atelier afin que les jeunes coordonnent une page Facebook permettant de relayer des messages pour contrer la rhétorique de l'extrémisme violent. Un deuxième cours de formation axé sur la sécurité numérique, la manière d'éviter les systèmes de prédation en ligne et le renforcement des compétences pour reconnaître et contrer les fausses nouvelles d'actualité a également été dispensé. Une deuxième organisation de la société civile partenaire du programme EMPOWER, Local Initiatives for Tomorrow (LIFT), a organisé une rencontre de formation des formateurs destinée aux journalistes locaux de Batticaloa, qui était consacrée aux normes et techniques journalistiques éthiques.

Forts des progrès déjà réalisés au cours des premiers mois de ces projets, Helvetas et les bénéficiaires secondaires du programme continueront à travailler à la lutte contre la rhétorique de l'extrémisme violent et les propos haineux pendant toute la durée du financement. En 2023, Helvetas prévoit une formation de renforcement des capacités pour tous les bénéficiaires secondaires qui sera consacrée à l'alphabétisation numérique, en vue d'améliorer l'efficacité de leurs interventions.

Parmi les diverses religions pratiquées au Sri Lanka figurent le bouddhisme, l'hindouisme, l'islam et la chrétienté. Traditionnellement, les tensions ethniques et religieuses ont parfois exacerbé le risque d'extrémisme violent. Pour cette raison, les programmes appuyés par GCERF s'efforcent de prévenir les tensions interconfessionnelles et interculturelles par le biais d'activités de projets visant à réduire ce risque. Depuis 2019, GCERF investit dans l'établissement de programmes de prévention de l'extrémisme violent au Sri Lanka destinés aux jeunes issus de groupes ethniques, de religions et de cultures différents, afin de promouvoir la tolérance et de rompre avec l'idéologie de l'extrémisme violent.

En 2019, des attaques perpétrées le dimanche de Pâques ont alimenté la propagande extrémiste et commencé à creuser les divisions ethniques et religieuses existantes. En particulier, les canaux des médias sociaux ont de plus en plus été utilisés pour propager des opinions biaisées et des propos haineux.

TOC

1

2

3

4

5

6

7

PHILIPPINES

Établissement d'une culture de paix dans les communautés

Mouvement *Teach Peace Build Peace*

Programme de formation des héros de la paix (*Peace Heroes Formation Programme*) :

Un programme holistique de formation sur l'éducation à la paix visant à établir une culture de paix dans les écoles et les communautés

Le Grand Manille et Lanao du Sud

Couverture directe : 659 personnes

Classement GTI du pays : 18

GCERF investit dans l'établissement de programmes de prévention de l'extrémisme violent aux Philippines depuis 2019.

Pour atténuer le risque d'extrémisme violent et de recrutement, le mouvement *Teach Peace Build Peace Movement* (Enseigner la paix, bâtir la paix – TPBPM) cherche à instaurer une culture de paix en renforçant la capacité des populations à répondre et à résister aux défis et aux situations oppressantes ainsi qu'à s'en relever, en amenant les membres de la communauté à adopter une approche positive et pacifique leur permettant de mettre leur expérience et leurs difficultés en perspective.

Suite au lancement des financements de GCERF en 2019, les premières années du *Peace Heroes Formation Program : Building a Culture of Peace in Schools and Communities* (Programme de formation des héros de la paix : établissement d'une culture de paix dans les écoles et les communautés) se sont focalisées sur les enfants, les jeunes, les enseignants, les parents, les dirigeants communautaires et les partenaires locaux des municipalités de Grand Manille et Lanao du Sud aux Philippines.

Le programme comprend deux domaines d'intérêt ou « pistes », appelés « piste préventive du recrutement par des groupes extrémistes violents » (*Preventive Track for prevention of violent extremist recruitment*) et « piste de surveillance pour un appui et une réinsertion spécifique aux rapatriés, en particulier les enfants et les jeunes » (*After-Care Track for support and reintegration tailored to returnees, especially children and youth*). Ces deux pistes reposent sur des méthodes formelles et informelles, par lesquelles la piste de surveillance met à profit les rôles des divers acteurs dans la communauté, y compris les dirigeants communautaires, les enseignants, les parents, les enfants, les leaders de la jeunesse et les partenaires de la société civile, afin de créer une culture de paix.

En 2022, *Teach Peace Build Peace* a mis en œuvre une série d'activités d'éducation à la paix destinées à divers groupes au sein des communautés cibles : une formation modulaire au leadership en matière d'éducation à la paix et un atelier d'appui psychosocial axé sur les jeunes leaders. En parallèle, des séances d'éducation à la paix consacrées aux styles d'éducation parentale pacifiques et à la compréhension du comportement des enfants ont été adaptées aux parents en tant que groupe démographique.

Une autre initiative, *Peaceful Communication and Peaceful Internet* (Communication pacifique et Internet pacifique),

vise à s'attaquer aux risques d'extrémisme violent que posent les outils et les plateformes numériques. Dans le cadre du Programme de surveillance de la paix, un cours modulaire d'orientation en ligne et un Guide sur la piste de surveillance ont été élaborés et mis à la disposition des participants à la piste de surveillance, en soutien aux rapatriés de retour après avoir rejoint des groupes extrémistes violents.

Teach Peace Build Peace a également jeté les bases de discussions importantes entre les participants de la société civile, les représentants du gouvernement national et des administrations régionales et locales, et le secteur de la sécurité, en lançant le premier programme de formation pour la surveillance des rapatriés, ainsi que les communautés qui les accueillent.

En 2023, un nouveau cycle d'appui financier de GCERF facilitera l'expansion du programme *Peace Heroes Programme*. Au cours de cette deuxième phase, le programme renforcera l'inclusion du personnel des forces de sécurité et des autorités locales dans ses activités, en vue de les former au leadership inclusif, à la transformation des conflits, à la communication pacifique et à l'adoption d'approches innovantes en termes d'éducation à la paix.



KENYA

Des activités sportives pour instaurer la confiance entre les jeunes et les autorités locales

Initiative d'intervention rapide face à l'extrémisme violent (Accelerated Response Initiative to Violent Extremism – ARIVE)

Mise en œuvre dans les comtés de Nyeri Garissa et de Wajir par des OSC : Foundation For Dialogue (FFD), Womankind Kenya (WOKIKE) et Worthy Vision
Initiatives d'autonomisation dirigées par les jeunes dans la prévention de l'extrémisme violent

Couverture directe : 519 personnes
(activités sportives uniquement)

Classement GTI du pays : 20

Souvent, les échanges d'informations critiques liées à la sécurité entre les communautés et les acteurs de la sécurité sont essentiels pour contrer les activités relevant de l'extrémisme violent. Traditionnellement, les ripostes des acteurs de la sécurité lors d'interactions avec des membres des communautés ont été musclées, ce qui a créé une relation conflictuelle et amené les membres des communautés à hésiter à aborder les acteurs de la sécurité pour leur soumettre des informations sur les activités de groupes extrémistes violents dans leurs communautés. En conséquence, les personnes chargées de la mise en œuvre du financement ont considéré que la défiance et les relations détériorées entre les deux groupes faisaient partie des défis à surmonter dans le cadre de l'activité du programme.

Le principal moteur de l'extrémisme violent au Kenya est le manque d'opportunités socioéconomiques et, en particulier, le manque d'opportunités d'emploi pour les jeunes. Dans le même temps, les mauvaises relations entre les acteurs de la sécurité et les communautés, surtout les jeunes, intensifient le risque d'extrémisme violent du fait de la méfiance générale entre les jeunes et le personnel de sécurité.

Dans les provinces arides du nord-est du pays, les migrations dues au changement climatique et à la sécheresse en cours ont exacerbé les tensions liées à l'accès à l'eau et aux pâturages. Entre 2021 et 2022, les attaques de groupes extrémistes violents ont augmenté au Kenya, principalement dans les comtés du nord-est et dans la région côtière, ainsi que dans les établissements urbains informels de Nairobi et Mombasa.

Pour y parvenir, les bénéficiaires secondaires d'ARIVE, Foundation for Dialogue (FFD) dans le comté de Nyeri, Womankind Kenya (WOKIKE) à Garissa et Worthy Vision dans le comté de Garir, ont organisé des activités sportives pour réunir les jeunes et les acteurs de la sécurité dans un cadre informel et promouvoir la confiance. À Nyeri, un tournoi de volley organisé par FFD et comprenant plus de dix équipes a attiré des représentants des forces de police nationales et de Kenya Wildlife Service, ainsi que des marchands, des conducteurs et clients de *boda boda* (moto-taxi) et d'autres groupes.

À Garissa, WOKIKE a organisé un tournoi de football entre les jeunes et les membres des forces de police, arbitré par de hauts responsables de la sécurité. À l'issue du tournoi, les participants et les spectateurs ont bénéficié d'une séance visant à les sensibiliser à un éventail de sujets : le recrutement

par des groupes extrémistes violents et la radicalisation, les facteurs propices et incitatifs, les arguments contre l'extrémisme violent, et les moyens permettant d'améliorer les relations entre les jeunes et la police. À Wajir, Worthy Vision a organisé un tournoi de football sur le terrain des forces de police kenyanes locales. Outre la lutte contre les perceptions publiques négatives à l'égard des acteurs de la sécurité et de la police, les organisateurs ont profité de la rencontre sportive pour sensibiliser les jeunes et les spectateurs aux menaces de l'extrémisme violent dans le comté et aux méthodes de prévention et de lutte contre ce problème.

Le décaissement des financements actuels étant prévu d'ici au milieu de l'année 2023, les deux bénéficiaires secondaires ont programmé de nouvelles itérations des tournois sportifs avant la fin des sous-financements.



C

**Création
d'un accès
aux moyens
d'existence**

MALI

Groupements villageois d'épargne et de crédit pour les petites entreprises

Initiatives-Conseils-Développement (ICD) Mali
Projet d'appui à la résilience et à la cohésion inter et intracommunautaire (PARC-2i)

Amélioration de la situation socioéconomique des communautés et de la cohésion sociale par la fourniture de ressources financières destinées aux activités génératrices de revenus et au dialogue.

Régions ou municipalités de Mopti, Djenné, Douentza, Koro, Bankass et Bandiagara

Couverture directe : 10 319 personnes

Classement GTI du pays : 4

Dans les contextes où ICD Mali met en œuvre le Projet d'appui à la résilience et à la cohésion inter et intracommunautaire (PARC-2i), le risque d'extrémisme violent découle de griefs liés à la gouvernance au sein des communautés, ce qui permet aux groupes armés de se substituer aux autorités légitimes et de profiter d'un État affaibli pour offrir une protection et des services essentiels.

Le chômage des jeunes est également un moteur de la radicalisation : plus de 17 % des jeunes de 15 à 24 ans sont au chômage, ce qui les rend vulnérables aux incitations matérielles qu'offrent les groupes extrémistes violents¹.

1. Données de la base de données statistiques de l'Organisation internationale du Travail (ILOSTAT), 2020

Dans les contextes que cible cette activité appuyée par un financement, des fonds destinés à la conduite d'activités génératrices de revenus ont été mis à la disposition de 10 groupements villageois d'épargne et de crédit (GVEC). Chaque GVEC octroie des prêts à ses membres afin de leur permettre de mener des activités à petite échelle génératrices de revenus ou, par le biais du fonds de solidarité, de couvrir temporairement les coûts quand un membre a besoin de fonds pour une rencontre ou une cérémonie sociale spécifique telle qu'un baptême, un mariage ou un enterrement.

Grâce aux initiatives de prêts des GVEC, les membres des communautés n'ont pas dû recourir à une institution

financière pour accéder à des prêts, et 245 femmes et 30 hommes ont ainsi pu acquérir du bétail, vendre des céréales et acheter du matériel pour élever du bétail en bonne santé et, ainsi, en accroître la valeur marchande.

Pour faire obstacle à l'extrémisme violent, les comités des GVEC ont également renforcé la compréhension de la diversité en incluant une représentation des différentes communautés sociales et culturelles. La tenue de réunions hebdomadaires contribue à renforcer la cohésion sociale et un sentiment de solidarité entre les membres des communautés, tout en améliorant l'autonomisation financière en leur sein, grâce à l'accès à de petits prêts.



BURKINA FASO

Formation à la création de petites entreprises pour les jeunes

RAJ

Réduire la vulnérabilité socioéconomique des jeunes gardiens de troupeaux en promouvant leur réinsertion socioprofessionnelle, par le biais d'une formation au microentrepreneuriat.

Régions du Nord (Yatenga-Lorum) et du Sahel (Seno-Yagha)

Couverture directe : 1118 personnes

Classement GTI du pays : 2

Dans le cadre d'une approche complète aux activités génératrices de revenus, 85 jeunes femmes et jeunes hommes ont été sélectionnés, sur la base de critères liés à la prévention de l'extrémisme violent – par exemple, s'ils ont perdu leurs moyens d'existence en raison des activités de groupes extrémistes violents. Des ateliers de formation au micro-entrepreneuriat ont été organisés à Dori et Ouahigouya en vue de doter les participants d'un vaste éventail de compétences professionnelles – les domaines cibles comprenaient, par exemple, un projet générateur de revenus dans un contexte d'insécurité, le développement de relations commerciales, la gestion de la clientèle et les exigences réglementaires et juridiques applicables aux entreprises. Les compétences en gestion financière ont également été couvertes lors des séances, notamment la constitution d'économies et d'un fonds de roulement, les instruments et les institutions responsables des finances décentralisées, les règles de gestion d'un fonds renouvelable et les techniques de comptabilité simplifiée pour leur entreprise.



Les formations ont été menées en prévision de l'établissement d'un fonds renouvelable qui soutiendra les récipiendaires dans la création ou le renforcement d'une activité génératrice de revenus, en vue de contribuer à renforcer la résilience économique des

communautés touchées par l'extrémisme violent. Reconnaisant l'importance et l'utilité des compétences qu'ils ont acquises, les participants se sont engagés à désormais investir les connaissances dont ils ont bénéficié dans leurs projets générateurs de revenus.

NIGER

Opportunités de génération de revenus élaborées par les communautés

Mouvement des Jeunes pour le Développement et l'Éducation Citoyenne (MOJEDEC)

Zone trinationale (Burkina Faso-Mali-Niger), particulièrement dans le nord-ouest (Ayérou, Bibiyergou) et le sud-ouest (Dargol, Gotéye, Torodi, Makalondi) de la région de Tillabéri.

Couverture directe : 8150 personnes

Classement GTI du pays : 10

Au Niger, le manque d'opportunités économiques ainsi que les taux élevés d'analphabétisme accroissent la vulnérabilité aux discours des groupes extrémistes violents, particulièrement chez les femmes et les jeunes. En outre, parmi les plus de 115 000 déplacés internes dans la région de Tillabéri et au sein de leurs communautés hôtes, le haut niveau d'insécurité pousse les membres des communautés à coopérer avec les groupes extrémistes violents pour obtenir leur protection ou un appui matériel.

Pour relever ces défis, le MOJEDEC a mis en œuvre le projet Programme de Prévention de l'Extrémisme Violent et de Promotion de la Résilience Communautaire (PEV-RC) en 2022, en commençant par une série de séances de dialogue dans chacune des six communautés ciblées par le projet : Ayorou, Bibiyergou, Dargol, Gothèye, Makalondi et Torodi. Les ateliers de formation ont été préparés de manière à couvrir les parties prenantes considérées comme les plus vulnérables au recrutement par des groupes extrémistes violents, notamment les minorités communautaires, les jeunes, les femmes handicapées et les déplacés internes.

Lors des séances, les participants ont été amenés à identifier collectivement des opportunités pour un total de 60 activités spécifiques génératrices de revenus dans leurs communautés, dont 30 seront dirigées par des jeunes et 30 autres par des femmes.

Dans le cadre d'une autre série de 12 ateliers, MOJEDEC a organisé des ateliers de renforcement des compétences auxquels ont participé 243 femmes et filles et 169 hommes, qui ont bénéficié d'une formation à l'établissement et la gestion de petites entreprises. Des travaux et discussions de

groupe ont été menés dans les langues locales respectives et chaque groupe a été encouragé à élaborer des projets générateurs de revenus, selon leurs besoins et perspectives à l'échelle locale.

Suite à la formation, les femmes et les jeunes participants ont eu la possibilité de soumettre des demandes, y compris des propositions en vue de recevoir un appui pour les activités génératrices de revenus qu'ils souhaitent créer. Au total, 1745 propositions ont été soumises à l'examen des membres des six communautés, dont 129 ont été sélectionnées par les comités locaux composés de fonctionnaires et de représentants des autorités communautaires en soutien aux projets.

Au travers de ses formations techniques et de son appui financier, le projet mis en œuvre par MOJEDEC au Sahel a pour objectif de renforcer les capacités au sein des communautés à créer de petites entreprises qu'elles seront en mesure de soutenir et dont elles bénéficieront à l'avenir, notamment le suivi requis pour en assurer la durabilité. L'initiative prépare également le terrain en vue d'appuyer cette approche et de son expansion par d'autres partenaires.

Depuis le début de cette situation d'insécurité, notre village a été abandonné par les ONG et, parfois, même par les autorités locales. Mais grâce à ce programme mis en œuvre par l'ONG MOJEDEC dans la commune, et parce qu'elle a insisté pour impliquer les femmes de notre village, nous avons bénéficié d'un certain nombre de séances de formation... Nous pensons qu'avec cet appui, les femmes deviendront autonomes en créant des activités génératrices de revenus.

Moni Tadamba

Représentante du groupe de femmes de Findima dans le village de Gnaktiré de la commune de Makalondi

NIGERIA

Formation à l'acquisition de compétences numériques pour les jeunes

ActionAid Nigeria (AAN)

État de Kano

Formation à l'acquisition de compétences numériques pour

les jeunes de l'État de Kano Couverture directe : 120 jeunes

Pour des chiffres agrégés couvrant l'ensemble du financement, consulter (P&I).

Classement GTI du pays : 8

Le projet *Digital Skills Training for Youth in Kano State* (Compétences numériques pour les jeunes de l'État de Kano) élaboré par ActionAid Nigeria (AAN) vise à doter les jeunes – femmes et hommes – de compétences dans le numérique et dans les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour leur permettre d'accéder à des emplois sur un marché du travail numérique de plus en plus mondialisé. Le chômage des jeunes étant un facteur majeur de l'extrémisme violent au Nigeria, AAN a travaillé avec les partenaires du secteur privé à l'élaboration d'une formation de quatre jours visant à doter les jeunes de l'État de Kano de compétences numériques.

L'initiative a été créée en vue de pallier l'insuffisance des opportunités d'emploi pour les jeunes dans l'État de Kano. En particulier, il a été observé que le renforcement des compétences dans les TIC chez les membres de ce groupe démographique permettait d'étendre leurs compétences utiles sur le marché du travail et leur accès à ce marché.

Les formations à l'acquisition de compétences numériques dotent les participants de compétences de base en connaissances informatiques et leur permettent de comprendre les composants matériels et logiciels des outils numériques, de savoir comment créer et utiliser un compte de messagerie électronique, de connaître les principes de base du marketing numérique et d'utiliser les médias sociaux en toute sécurité.

L'objectif d'AAN est d'étendre à grande échelle le modèle de formation sur les connaissances numériques qui a été élaboré et de mettre en œuvre des formations similaires dans l'État de Kaduna. Fin 2022, une détérioration importante de la situation sécuritaire dans l'État de Kaduna avait retardé cette nouvelle phase, mais l'expansion du projet est prévue dès que les conditions sécuritaires se seront améliorées.



PHILIPPINES

Renforcement des moyens d'existence des communautés autochtones dans l'agriculture

Initiatives for International Dialogue (Initiatives pour le dialogue international – IID) – Construction de la paix et justice de transition dans la transformation des conflits et la prévention de la violence extrémiste

Philippines – Lanao du Sud, Davao du Sud, Manguindanao, Cotabato, Lanao du Nord

Couverture directe : 14 825 personnes

Classement GTI du pays : 18

L'organisation *Initiatives for International Dialogue* (Initiatives pour le dialogue international – IID) a identifié une multitude de causes interdépendantes aux conflits extrémistes violents et au risque d'extrémisme violent à Mindanao. Souvent, les communautés marginalisées sur le plan économique et culturel n'ont pas accès à la justice, sont contraintes de se déplacer et, dans certains cas, elles ont été dépossédées de leurs terres. De plus, en raison d'événements météorologiques naturels extrêmes tels que des inondations perpétuelles, les communautés ont perdu leurs moyens d'existence et, de ce fait, elles n'ont plus de revenus.

Pour atténuer le risque d'engagement au sein de groupes extrémistes violents que posent ces facteurs, le consortium dirigé par IID a élaboré un projet visant à assurer l'égalité des chances en matière d'accès et à redonner un but à ces communautés. Dès le départ, l'appropriation communautaire a été une priorité, parallèlement aux

efforts des partenaires communautaires en faveur de la résilience et de l'instauration de la paix lors des étapes d'incubation du projet.

Parmi les objectifs fixés figurait l'amélioration des moyens d'existence des membres des communautés autochtones dans l'agriculture et de la sécurité alimentaire. Pour y parvenir, des outils agricoles, du bétail et du matériel de plants ont été fournis aux membres des communautés, grâce auxquels ces derniers ont pu rétablir des cultures à long terme en vue d'une agriculture durable, accroître leur cheptel par le biais de techniques de reproduction et renforcer leur autonomie à court terme en cultivant des variétés de légumes plus sûres ainsi que d'autres denrées alimentaires.

Dans d'autres communautés, des projets d'activités génératrices de revenus ont été lancés, notamment une plantation de manioc et une bananeraie communautaires, ainsi qu'un projet de location de chaises et de tables dirigé par les jeunes à Pikit.

En 2023, GCERF soutient un nouveau groupe de bénéficiaires aux Philippines, sous la direction d'*Initiatives for International Dialogue* en qualité de bénéficiaire principal. Le nouveau projet, INCLUDE BARMM, continuera à mettre en œuvre des projets de moyens d'existence spécifiquement adaptés aux communautés marginalisées, aux jeunes et aux groupes de femmes.



SOMALIE

Formation pratique pour les jeunes dans de petites entreprises

Integrated Development Focus (IDF) et Fondation Iftiin Réseau d'entreprises Somali Wellness and Economic Recovery Consortium

(Consortium pour le bien-être des Somaliens et le relèvement économique – SWERC)

Jubaland : Beled Hawo et Kismayo.

Couverture directe : 33 entrepreneurs ont reçu des financements

Classement GTI du pays : 3

Pour de nombreux jeunes qui ont grandi sous le contrôle de ce groupe, AS est la seule source viable de revenus ou d'emploi. De ce fait, le chômage des jeunes et le manque d'opportunités lucratives sont un moteur majeur de l'extrémisme violent en Somalie, auquel s'ajoutent l'insuffisance des services publics, une faible cohésion sociale et des pressions liées au changement climatique, notamment l'insécurité alimentaire et les déplacements suite à des années de sécheresses persistantes.

Les jeunes au chômage dans le pays sont également plus vulnérables à l'extrémisme violent du fait de préjugés répandus liés à l'âge et à une tradition de loyauté clanique. Souvent, les personnes plus âgées sont privilégiées dans les opportunités d'emploi ou des personnes sont exclues du marché du travail en raison de l'identité de leur clan. En conséquence, un grand nombre de jeunes sans emploi n'ont qu'une expérience professionnelle limitée, voire aucune, ce qui compromet leur employabilité.

Pour promouvoir des solutions concrètes à ces défis, le Réseau d'entreprises du Consortium pour le bien-être des Somaliens et le relèvement économique (*Somali Wellness and Economic Recovery Consortium – SWERC*) a créé un programme de formation pratique pour les jeunes, dans les villes de Kismayo et Beled Hawo. Le Réseau a commencé par sélectionner 90 entrepreneurs dont les entreprises avaient au moins deux années d'existence, selon leur capacité éprouvée à recruter et retenir du nouveau personnel. Les entreprises qui ont accepté de participer au projet et de proposer des formations pratiques aux jeunes dans divers types de commerces, par exemple, les supermarchés, les magasins de produits électroniques et quincailleries, les épiceries, la restauration et les stations essence.

Au début du projet, les entrepreneurs choisis ont été introduits aux pratiques commerciales impliquant les jeunes avant de bénéficier d'un appui en nature pour leurs entreprises. Dans le cadre de la phase suivante du projet, chaque récipiendaire du Réseau d'entreprises SWERC se prépare à accueillir un jeune stagiaire afin de l'intégrer au sein de son entreprise. À ce jour, IDF a distribué tous les financements du Réseau d'entreprises SWERC à Beled Hawo.

Par la suite, la Fondation Iftiin procédera à d'autres décaissements de fonds en 2023 au profit d'entreprises de la ville de Kismayo et, en collaboration avec IDF, elle se lancera alors dans un suivi régulier des récipiendaires du Réseau d'entreprises SWERC pour évaluer l'avancement des opportunités de formations pratiques et l'évolution de ses jeunes stagiaires. Au milieu de l'année 2023, les jeunes stagiaires suivront une formation pour élaborer leurs propres plans d'affaires, après avoir bénéficié d'opportunités de formations pratiques.

Depuis 2006, la Somalie est aux prises avec l'organisation terroriste Al Shabaab (AS), qui contrôle de vastes zones du pays, en particulier les régions du centre et du sud. L'objectif officiel d'Al Shabaab est de renverser le gouvernement fédéral de la Somalie et d'établir un califat islamique strict. AS attaque régulièrement les infrastructures du gouvernement et de la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), et elle fait assassiner les personnes qu'elle considère comme des opposants à sa mission.

Al Shabaab soutient ses opérations, y compris ses efforts de recrutement et ses mesures incitatives, par le biais d'un vaste réseau d'imposition illicite et de collecte de la *zakat* (dîme islamique). De plus, le statut de l'organisation en tant que gouvernement de fait dans les zones qu'elle contrôle facilite son processus de recrutement.



D

**Renforcement
de la résilience
face aux
incidences du
changement
climatique**

BURKINA FASO

Des comités de surveillance communautaire pour apaiser les tensions liées aux facteurs de stress climatique

**Réseau Afrique Jeunesse – Africa Youth Network
Régions du Nord (Yatenga-Lorum) et du Sahel (Seno-Yagha)**

Renforcement des mécanismes communautaires endogènes pour la prévention de la radicalisation et de l'extrémisme violent dans les régions du Nord et du Sahel.

Couverture directe : 1118 personnes

Classement GTI du pays : 2

Le projet géré par Réseau Afrique Jeunesse dans les régions burkinabées du Nord et du Sahel comprend diverses composantes visant à renforcer la résilience des communautés face au recrutement par des groupes extrémistes violents. En établissant des comités de surveillance

communautaire et en dispensant des formations aux femmes et aux jeunes leaders d'associations communautaires, ainsi qu'aux jeunes gardiens de troupeaux (bergers/femmes), le projet adopte une approche à plusieurs volets en vue de renforcer la compréhension de l'extrémisme violent et des signes de radicalisation au sein de la communauté. À l'issue de leur formation, les jeunes gardiens de troupeaux ont établi des comités de surveillance communautaire et mené des dialogues communautaires sur la prévention parmi leurs pairs.

Dans le cadre de l'initiative RAJ, des protocoles sur les dialogues communautaires et la résolution pacifique des conflits ont été mis en place pour fournir des étapes « de référence » et des moyens permettant d'apaiser les tensions, afin d'éviter une escalade vers l'extrémisme violent. Souvent, la cause de ces tensions provient d'une hausse des pressions climatiques telles que la concurrence pour les ressources d'eau et les terres arables ou de pâture, qui sont de plus en plus limitées.

Après l'introduction aux mécanismes communautaires, les chefs traditionnels et religieux ont également manifesté un vif intérêt pour participer à ces groupes et plateformes, en vue d'établir des liens avec les associations de jeunes et de femmes, promouvant ainsi une approche collaborative dans la prévention. Dans la région du Nord du pays, ces parties prenantes ont également suivi une formation et elles participent à l'élaboration et la gestion de protocoles communautaires pour la résolution des conflits et la sensibilisation au sein des communautés.

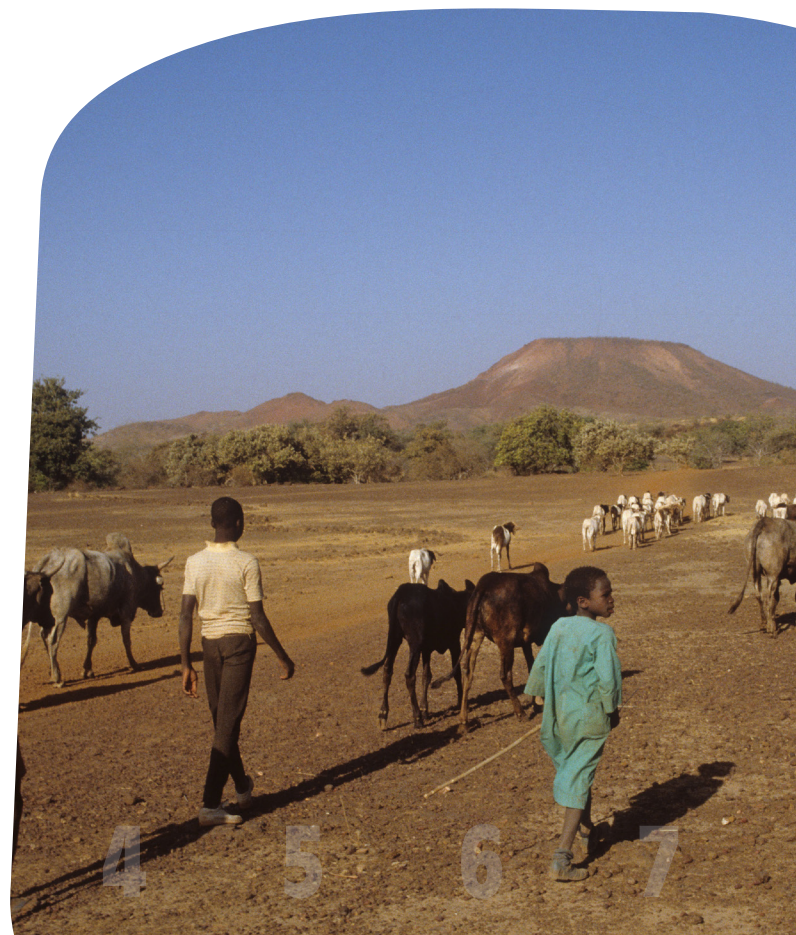
Depuis que le projet et les différents mécanismes communautaires ont été lancés, un certain nombre d'éléments en indiquent clairement l'efficacité : sur six communautés, 60 participants aux comités de surveillance communautaire ont été en mesure d'identifier 28 cas distincts de signes précoces de radicalisation ou de discrimination, grâce à l'apport d'un appui adapté au cas par cas en faveur des personnes vulnérables.

Les comités de surveillance communautaire jouent également un rôle dans la diffusion plus étendue des connaissances qu'ils ont acquises : 270 personnes ont été couvertes dans le cadre de neuf séances de sensibilisation et de discussion organisées par les comités en vue de promouvoir le rôle des jeunes dans la cohésion sociale ainsi que la tolérance relativement aux diverses croyances religieuses.

Je remercie les animateurs qui sont venus à la discussion. Je leur demande d'organiser plus de séances de sensibilisation. Nous avons pu comprendre les conséquences des conflits et à quel point ils peuvent affecter la vie collective entre les communautés.

Fadima Oumarou

Village de Bombori, commune de Sebba, Burkina Faso



NIGERIA

Des équipes d'intervention communautaire en vue d'une coexistence pacifique

**Programme environnemental pour les femmes
(Women Environmental Programme – WEP)**

Formation d'équipes communautaires d'intervention et de construction de la paix (Training of community-level response and peacebuilding teams – CRPT)

Nigeria, État de Katsina, zone d'administration locale de Musawa,

Couverture directe : 30 personnes en 2022

Classement GTI du pays : 8

Au Nigeria, les agents de la sécurité nationale disposent de ressources et d'effectifs insuffisants, ce qui les empêche d'assurer la sécurité dans l'ensemble du pays. En particulier, les groupes extrémistes violents profitent de l'absence d'acteurs de la sécurité dans les zones rurales pour commettre leurs exactions tout en jouissant d'une relative impunité.

La Fondation Murna met actuellement en œuvre une formation pour les équipes communautaires d'intervention et de construction de la paix (CRPT) en vue de pallier l'insuffisance des acteurs de la sécurité dans les contextes ciblés par le projet. Malgré l'absence d'acteurs spécifiquement responsables de l'État de droit, les CRPT représentent un type de mécanisme d'alerte précoce et de réponse anticipée face aux conflits et différends de faible intensité, avant qu'ils ne dégénèrent en violences communales. Souvent, les groupes extrémistes violents tirent parti des différends découlant de conflits/dissensions pour manipuler les différentes parties au conflit et créer des opportunités de recrutement.

L'efficacité du modèle de CRPT est notamment liée à la diversité des équipes. Les membres comprennent des représentants d'agences de sécurité formelles et d'organisations de la société civile travaillant à la construction de la paix, des chefs religieux et traditionnels, des dirigeants communautaires, des femmes leaders et des organisations de défense communautaire.

Au travers du projet, les membres des CRPT sont formés sur les moteurs de l'extrémisme violent, de la radicalisation et du recrutement, ainsi que sur les techniques de promotion d'autres solutions aux conflits à l'échelle communautaire.

La collaboration a également été renforcée entre les CRPT et les acteurs formels de la sécurité : quand les membres d'une équipe reconnaissent qu'un conflit ou une affaire est

grave, ils savent comment signaler le conflit aux agences de sécurité formelles. Les CRPT sont également associés à l'équipe étatique de paix et d'intervention (*State Peace and Response Team – SRPT*) pour veiller à ce que les informations communautaires sur les menaces et les incidents en matière de sécurité puissent être communiquées rapidement aux agences publiques en vue de l'affectation de ressources et d'une intervention.

Les CRPT illustrent parfaitement l'objectif de GCERF de soutenir des projets durables. Bien que la Fondation Murna assure un suivi régulier du travail des CRPT et qu'elle propose des formations, un an après leur lancement, les équipes communautaires d'intervention et de construction de la paix sont désormais implantées et fonctionnent indépendamment.

Je n'avais jamais su qu'une fois à la retraite, je serais encore actif et utile dans ma communauté. J'ai pu constater à quel point il est important de savoir comment résoudre un conflit. Je suis heureux de soutenir le maintien de la paix dans ma communauté et je poursuivrai mes efforts en faveur de la paix ; plus de personnes font confiance à l'équipe [d'intervention et de construction de la paix] et comptent sur elle pour intervenir, même relativement à des questions d'importance moindre.

Anonyme

Soldat de l'armée nigériane à la retraite recruté au sein d'une équipe communautaire d'intervention et de construction de la paix, zone d'administration locale de Musawa

MALI

Des espaces de dialogue pour la résolution des conflits entre agriculteurs et bergers

ICD Mali

Projet d'appui à la résilience et à la cohésion inter et intracommunautaire (PARC-2i)

Région de Mopti et cercles de Mopti, Djenné, Douentza, Koro, Bankass et Bandiagara.

Couverture directe : 10 319 personnes

Classement GTI du pays : 4

Le projet PARC-2i a été conçu pour prévenir l'instrumentalisation des conflits et des tensions à l'échelle locale en renforçant la capacité des dirigeants communautaires à prévoir, gérer et prévenir les crises qui posent des risques de radicalisation au sein des communautés. Cette approche complète donne également aux dirigeants communautaires les moyens de surveiller l'emplacement et le statut des marchés des ressources naturelles et du bétail, afin d'assurer un suivi des risques de conflits et de diffuser des informations dans les communautés.

Par ailleurs, un système d'espaces de dialogue permet aux communautés de gérer les conflits de manière pacifique ou simplement de les prévenir. Sur la base d'une approche conventionnelle à la gestion des conflits, les membres d'un espace de dialogue sont désignés lors d'une assemblée générale communautaire, en présence des responsables de l'administration locale et des dirigeants communaux et villageois.

Une fois désignés, les membres des espaces de dialogue sont chargés de mener des séances de sensibilisation à la prévention des conflits potentiels dans les communautés, chacune de ces séances attirant au moins 10 personnes. Les sujets des séances visent à être pratiques et pertinents relativement aux tensions quotidiennes qui peuvent survenir : des méthodes pacifiques pour résoudre les conflits, une gestion équitable des ressources naturelles ou l'établissement de paramètres pour la transhumance et le pâturage du bétail, la manière de définir les trajectoires des animaux afin de faciliter leur accès aux points d'eau ou l'approche à adopter relativement aux obstacles se trouvant sur la trajectoire des animaux, par exemple.

En cas de conflit, les représentants communautaires au sein de l'espace de dialogue sont chargés d'organiser

des discussions avec les autorités villageoises ou communautaires pour trouver des solutions à la crise ou au différend.

En 2022, des espaces de dialogue étaient établis au sein de chacun des 12 villages de la région dans laquelle les conflits entre agriculteurs et bergers concernant l'accès aux ressources naturelles et les transhumances saisonnières étaient les plus fréquents. L'expérience d'ICD Mali dans le cadre de la mise en œuvre du projet d'appui à la résilience et à la cohésion inter et intracommunautaire a montré que les espaces de dialogue ont été efficaces pour renforcer la cohésion sociale dans les régions en promouvant une cohabitation pacifique, un climat de confiance et un renforcement des liens sociaux entre les communautés.

Dans les contextes où ICD Mali met en œuvre le Projet d'appui à la résilience et à la cohésion inter et intracommunautaire (PARC-2i), le risque d'extrémisme violent découle de griefs liés à la gouvernance au sein des communautés, ce qui permet aux groupes armés de se substituer aux autorités légitimes et de profiter d'un État affaibli pour offrir une protection et des services essentiels.

Le chômage des jeunes est également un moteur de la radicalisation : 17,4 % des jeunes de 15 à 24 ans sont au chômage, ce qui les rend vulnérables aux incitations matérielles visant à les attirer dans les groupes extrémistes violents (données ILOSTAT de 2020).



E

Promotion de L'Acceptation des Rapatriés

KOSOVO

Réinsertion d'anciens combattants et de leurs familles

Le Consortium du Fonds de développement communautaire (FDC)

Ateliers de programmes de réhabilitation et de réinsertion couvrant l'ensemble du Kosovo consacrés au traitement des traumatismes chez les enfants de combattants terroristes rapatriés de pays étrangers (RFTF)

Couverture directe : 163 personnes

Classement GTI du pays : 90

Pour contrer ces facteurs de risque, le projet du Consortium du FDC soutient actuellement les combattants terroristes rapatriés de pays étrangers (RFTF) et leurs familles afin

qu'ils réintègrent leur communauté d'origine, en leur permettant de bénéficier de formations à l'acquisition de compétences et d'activités économiques. En parallèle, le projet travaille au renforcement des capacités du gouvernement et des travailleurs de première ligne de la société civile qui participent aux processus de réhabilitation et de réinsertion des combattants terroristes rapatriés. Cherchant également à prévenir de nouveaux recrutements, l'initiative comprend des activités ciblant les membres des communautés qui ne sont pas partis pour rejoindre des groupes terroristes étrangers, mais qui présentent un risque élevé de radicalisation extrémiste violente.

Une fois de retour, les anciens combattants et leurs familles se heurtent à des difficultés multiples et complexes. Souvent, ils subissent une stigmatisation et ne disposent pas de connaissances et d'une éducation suffisante, et ils peuvent ne posséder que de compétences professionnelles limitées afin de trouver un emploi. Par ailleurs, ils souffrent souvent de problèmes psychologiques ou il leur est difficile de rompre avec l'idéologie radicale.

Pendant l'une des séances de thérapie par l'art, l'une des participantes s'est mise à parler – quelque chose que les psychologues n'avaient pas réussi à obtenir d'elle dans le cadre des (services de conseils psychologiques). Tout le monde était surpris de l'entendre parler... Je pense que ce qui a poussé cette fille à parler, c'était l'atmosphère exempte de préjugés, les compliments sincères que je lui ai donnés, sans savoir que c'était ce dont elle avait tellement besoin.

Responsable de projet à propos de l'un des ateliers de traitement des traumatismes

Le risque d'extrémisme violent au Kosovo se caractérise par une polarisation au sein des communautés dans un contexte d'après-conflit, ouvrant la porte à la radicalisation et à l'acceptation des discours extrémistes. Au cours des dix dernières années, c'est au Kosovo que le plus grand nombre de personnes par habitant ont été recrutées parmi les combattants terroristes dans des pays étrangers (FTF). Entre 2012 et 2016, on estime que 358 citoyens du Kosovo, principalement des hommes adultes, se sont rendus en Syrie et en Irak. De plus, au moins 81 enfants sont nés de ressortissants kosovars dans des zones de conflit. En mai 2022, 253 citoyens étaient rentrés au Kosovo et l'on attend encore le retour d'environ 86 citoyens, dont près de la moitié sont des enfants. Plus récemment, le pays a également enregistré une hausse des arrestations liées à la violence extrémiste au niveau national.

Dans le cadre d'une composante du projet spécifiquement adaptée aux enfants, l'organisation récipiendaire secondaire Integra a élaboré une série d'ateliers de traitement des traumatismes reposant sur une méthodologie spéciale de « dramathérapie » et de « guérison au travers de l'art » au profit des enfants de RFTF et de leurs pairs. Organisés dans les environnements scolaires, les ateliers sont axés sur les problèmes physiques et d'ordre spirituel dont souffrent les enfants de RFTF et leurs pairs. Les ateliers sont destinés à promouvoir la créativité, le leadership, l'expression personnelle, la réflexion positive et le développement de compétences générales.

S'appuyant sur les résultats positifs des ateliers de traitement des traumatismes qui ont été menés jusqu'ici, ces séances devraient se poursuivre jusqu'à la fin du financement en 2023, et de nouveaux fonds sont prévus en 2024 pour consolider la durabilité des programmes de formation. L'approche développée dans le cadre de ces ateliers est en cours d'intégration dans le programme d'enseignement du département de psychologie de l'Université de Pristina, en vue d'une application à plus long terme des bonnes pratiques élaborées grâce au programme.

In a component of the project tailored specifically to children, grant sub-recipient Integra developed a series of trauma-processing workshops using drama and art therapies. Held in school environments, the workshops are designed to focus on the physical and spritual issues faced both by the children of RFTF and their peers. The workshops are designed to foster creativity, leadership, self-expression, positive thinking, and the development of soft skills.

Building on positive outcomes of the trauma processing workshops thus far, these sessions are slated to continue through the end of the grant in 2023, with new funding planned in 2024 to shore up the sustainability of training programmes. The approach developed through these workshops is currently being integrated into the curriculum of the University of Prishtina's psychology department, enabling a more long-term application of good practices developed through the programme.



L'ALBANIE ET LA BOSNIE-HERZÉGOVINE

Appui complet aux rapatriés et à leurs familles

L'Atlantic Initiative (BIH)

Préparation de l'environnement favorable à la réhabilitation et à la réinsertion

Terre des Hommes (Albanie)

Prévention et réinsertion sûre :

approche holistique et résilience face à l'extrémisme violent

Couverture directe : 89 travailleurs de première ligne, 36 rapatriés

Couverture directe : 1,3 million de personnes

Classement GTI du pays : 93

Trois financements de GCERF au profit de l'Albanie et de la Bosnie-Herzégovine ont été établis pour mettre en œuvre une stratégie d'investissement régionale dans les Balkans occidentaux, suite à des évaluations initiales selon lesquelles il est possible d'appliquer une approche similaire à la réhabilitation et la réinsertion dans ces pays, compte tenu des facteurs et des risques analogues en termes d'engagement dans l'extrémisme violent.

En Albanie, des financements au profit des organisations Terre des Hommes et Counselling Line for Women and Girls (CLWG) soutiennent actuellement 26 familles dans le cadre d'un ensemble complet d'interventions, notamment un appui psychosocial, une assistance juridique, des séances de tutorat, la couverture des besoins essentiels et des programmes de formation professionnelle. La fourniture de formations

professionnelles et de cours après l'école destinés aux enfants s'est avérée essentielle pour les rapatriés et leurs familles, qui peuvent ne pas posséder les compétences et l'éducation de base en lecture et écriture qui leur permettraient de trouver un emploi ou de s'intégrer avec leurs pairs.

En Bosnie-Herzégovine, l'Atlantic Initiative met en œuvre des activités axées sur trois objectifs principaux en termes de réhabilitation et de réinsertion (RR) : le renforcement des capacités des institutions nationales et locales et des praticiens de première ligne, l'amélioration des communications stratégiques sur ces processus au sein des institutions et auprès du public, et l'intensification de la cohésion sociale et de l'autonomie communautaire pour instaurer un environnement propice à la réinsertion et la resocialisation des rapatriés.

Fin 2022, les formations professionnelles destinées aux combattants terroristes rapatriés de pays étrangers (RFTF) devaient se poursuivre en Albanie et en Bosnie-Herzégovine tout au long de l'année 2023. De plus, la Bosnie-Herzégovine prévoit de rapatrier 120 ressortissants de plus en 2023, dont la majorité sont des femmes et des enfants. En prévision des ressources nécessaires pour leur réhabilitation et leur réinsertion, les travaux préparatoires de GCERF et des partenaires locaux en Bosnie-Herzégovine en vue d'un appui financier potentiel seront essentiels dans le cadre de ce processus.

Dans la région occidentale des Balkans, l'ampleur de l'extrémisme violent s'illustre principalement dans le nombre de rapatriés revenus de conflits à l'étranger ou « combattants terroristes rapatriés de pays étrangers » (RFTF). Les pays des Balkans occidentaux ont enregistré l'un des plus grands nombres de rapatriés par habitant au monde. Le portefeuille de financements de GCERF dans les Balkans occidentaux vise à apporter un appui à la réinsertion, la réhabilitation et la resocialisation des rapatriés et de leurs familles. En particulier, la possibilité d'accéder à des moyens d'existence joue un rôle majeur dans l'autonomisation des rapatriés et de leurs familles et dans le renforcement de la résilience des communautés face à l'extrémisme violent.

Je suis rentré dans mon pays il y a un an, à 16 ans, après avoir passé les dix dernières années en Syrie et un an dans un centre de détention en Syrie. Je n'ai pas suivi une scolarité formelle et je ne savais ni lire ni écrire. J'ai eu beaucoup de mal à resocialiser avec mes pairs. J'ai bénéficié d'un tutorat, de vêtements et de conseils psychologiques. C'est encore très dur, mais j'ai presque complètement rattrapé mon retard scolaire.

Rapatrié couvert par le programme de Terre des Hommes en Albanie

SAHEL

ZONE DES TROIS FRONTIÈRE

Réhabilitation des anciens combattants dans les prisons et les communautés

Think Peace

Projet « De jeunes repentis armés à de jeunes acteurs positifs du changement » (JRA-JAC).

Mopti (Koro, Bankass), Gao (Gao, Ansongo) et Ménaka (Ménaka), zone trinationale du Mali, du Burkina Faso et du Niger.

Couverture directe : 15140 personnes

Classement GTI du pays : 4 à 8

Dans la zone des trois frontières du Mali, du Burkina Faso et du Niger, des griefs liés à la gouvernance ont permis à des groupes extrémistes violents de profiter d'États affaiblis en se présentant comme une alternative aux services de protection et essentiels. Le chômage des jeunes est également un moteur de la radicalisation : 17,4 % des jeunes de 15 à 24 ans sont au chômage, ce qui les rend vulnérables aux incitations matérielles visant à les attirer dans les groupes extrémistes violents (données ILOSTAT 2020).

Le projet « De jeunes repentis armés à de jeunes acteurs positifs du changement » (*From Young Armed Repentant to Young Positive Actors of Change*) s'adresse aux anciens combattants et aux ex-prisonniers ainsi qu'aux communautés dans lesquelles ils retournent. D'un côté, le projet encourage les anciens combattants et les ex-prisonniers à rendre leurs armes et à s'impliquer auprès des communautés, afin de contrer et de prévenir l'extrémisme violent. De l'autre, l'initiative engage également les ex-prisonniers, les anciens combattants, les femmes et les jeunes à participer aux prises de décisions et au processus de réconciliation dans la communauté, en leur proposant des formations à l'acquisition de compétences de leadership ainsi que sur le plaidoyer et la résolution des conflits.

Pour mettre en œuvre ce projet, *Think Peace* travaille en partenariat avec la Direction nationale de l'administration pénitentiaire et de l'éducation supervisée (DNAPES) afin d'évaluer les troubles psychologiques des détenus dans les prisons de Gao et Mopti pour comprendre leur état mental. Ces évaluations permettent d'établir des diagnostics spécifiques pour les prisonniers et de les orienter vers

des groupes de soutien qui leur apportent un appui psychosocial afin de faciliter leur réinsertion.

De plus, des réunions de conciliation communautaire ont été organisées pour comprendre les tensions ou les dysfonctionnements au sein de la communauté et y répondre, ainsi que pour que les autorités régionales de réglementation des armes puissent appeler les propriétaires d'armes à feu à rendre leurs armes. Les séances reposent sur une approche participative, dans le cadre d'un partage des expériences entre anciens combattants et d'une formation sur le plaidoyer afin que les participants soient en mesure de présenter leurs préoccupations aux représentants élus et aux autorités administratives à l'échelle locale et que ceux-ci en tiennent compte dans les politiques sur le développement local.

Think Peace poursuivra ses séances d'écoute et l'organisation d'échanges et d'expériences avec les anciens combattants et les repentis, tout en dispensant également des formations à la création d'entreprise au profit de ces bénéficiaires.

Peu à peu, les agriculteurs avaient occupé tous les passages de bétail avec des champs. Chaque fois que j'amenaient mes bêtes au champ, l'agriculteur les emmenait à la fourrière, sous prétexte que mes bêtes avaient traversé ses champs, et je ne disais rien, mais en retour, je payais toujours une amende... à cause de mon statut d'ancien combattant, pour ne pas donner l'impression que je cherche les ennuis.

Souleymane T.

Berger et ancien combattant, Koro, Mali

PHILIPPINES

Assistance et appui aux moyens d'existence pour les veuves d'anciens combattants

Consortium de la société civile de Bangsamoro – CBCS

Projet PROTECT PEACE IN BARMM

(Promotion de citoyens résilients et organisés en vue de leur autonomisation et de l'autonomisation communautaire pour la paix à BARMM)

Cotabato du Nord, Maguindanao, Tawi-Tawi, Sulu, Basilan

Couverture directe : 7 988 personnes en 2022

Classement GTI du pays : 18

Depuis 2019, le projet *Protect Peace* in BARMM travaille au renforcement des capacités en matière de construction de la paix, de cohésion sociale et de résilience dans 70 communautés sélectionnées selon leur niveau de risque en termes d'engagement auprès de groupes extrémistes violents, situées dans l'ensemble de la Région autonome bangsamoro en Mindanao musulmane.

L'un des domaines cibles a été l'élargissement de l'accès à des moyens d'existence efficaces dans les communautés où se trouvent les combattants d'anciens groupes rebelles et groupes extrémistes violents, en vue de fournir des alternatives aux incitations offertes par ces groupes. L'initiative promeut un engagement pacifique auprès des entités des administrations locales pour favoriser une approche complète relativement aux rapatriés, notamment l'accès à des moyens d'existence pour eux et leurs familles.

En 2022, les bénéficiaires secondaires du financement administré par le CBCS ont mis en œuvre des activités avec les veuves de combattants du groupe extrémiste violent Abu Sayyaf à Sulu, en vue de les réinsérer dans la société en soutenant une coopérative de femmes dans l'élaboration d'une proposition de rétablissement d'un projet lucratif d'étang à poissons et dans l'acquisition de machines à coudre pour d'autres veuves. L'initiative a également appuyé la création de l'association des veuves de Lupahsug, qui comporte 30 veuves et est accréditée par le ministère du Travail et de l'Emploi de la Région bangsamoro autonome en Mindanao musulmane.

En 2023, GCERF finance un nouveau groupe de bénéficiaires aux Philippines, notamment la deuxième phase de l'initiative *Protect Peace*. Au cours de cette deuxième phase, le projet sera étendu pour fournir des formations sur les moyens d'existence et un appui aux anciens combattants issus de fronts reconnus de Moro, ainsi qu'aux veuves et aux enfants dans les zones touchées par l'extrémisme violent.





Autonomisation des Femmes et des Fille

NIGERIA

Des espaces sûrs pour le partage des expériences et l'autonomisation des femmes et des filles

Nigeria ; AAN- SARVE III dans les États de Kano et Kaduna, AAN – Women and Girls Safe Space (Espace sûr pour les femmes et les filles – WGSS) WEP – SAVE dans l'État de Katsina
WEP – Women Safe Space (Espace sûr pour les femmes – WSS)

Couverture directe : 834 femmes

Classement GTI du pays : 8 (5)

Dans le nord du Nigeria, les normes patriarcales conservatrices relèguent largement les femmes au foyer et aux tâches domestiques. Toutefois, l'initiative *Women and Girls Safe Space* (Espace sûr pour les femmes et les filles – WGSS) et *Women Safe Space* (Espace sûr pour les femmes – WSS) a été créée pour profiter du rôle clé déjà endossé par les femmes en tant que principales pourvoyeuses de soins et médiatrices lors de conflits, et pour habiliter davantage les femmes en tant qu'agentes dans la prévention de l'extrémisme violent.

Mise en œuvre par trois bénéficiaires secondaires de GCERF dans les États de Kaduna, Kano et Katsina, l'initiative vise à doter les femmes de tous âges de compétences en réflexion critique et à faciliter le rôle essentiel qu'elles jouent dans le renforcement de la stabilité des communautés et la prévention de l'extrémisme violent. Les espaces sûrs ont été établis sous forme de lieux de rassemblement informels où seules les femmes et les filles sont autorisées, dans lesquelles elles sont libres de discuter de questions qui les touchent elles et leurs communautés, hors de la présence d'hommes.

L'une des mesures clés du processus d'établissement de l'initiative WGSS et WSS a été la formation de plus de 65 femmes leaders sur la direction et la facilitation de dialogues dans ces espaces.

Dans tous les espaces sûrs se tiennent des séances de sensibilisation aux menaces de l'extrémisme violent et aux méthodes de recrutement, ainsi qu'à la manière de reconnaître les premiers signes de radicalisation extrémiste violente au sein de leurs familles ou communautés. Les consignes enseignées incluent la manière de signaler des incidents relevant de l'extrémisme violent et les personnes extrémistes

violentes parmi le personnel de sécurité officiel. Par ailleurs, certains espaces sûrs pour les femmes et les filles ont également été choisis pour intégrer le lien entre, d'une part, l'exploitation sexuelle et les abus sexuels à l'égard des femmes et des filles et, d'autre part, l'extrémisme violent, dans le cadre d'activités de sensibilisation.

En vue d'une réplique et d'une expansion futures du modèle d'espace sûr pour les femmes et les filles, les responsables de la mise en œuvre du projet se sont rapprochés des ministères des Affaires féminines des États de Kaduna et Kano.



KENYA

Renforcement de l'importance des femmes en tant que dirigeantes d'initiatives et de groupes en faveur de la paix

Act! Programme ARIVE.

Réципиентаire secondaire : WOKIKE, comté de Garissa
Renforcement des capacités des institutions et des communautés pour réduire l'extrémisme violent dans le comté de Garissa

Couverture directe : 150 personnes

Classement GTI du pays : 20

Dans les provinces arides du nord-est du pays, les migrations dues au changement climatique et à la sécheresse en cours exacerbent les tensions liées à l'accès à l'eau et aux pâturages. Entre 2021 et 2022, les attaques de groupes extrémistes violents ont augmenté au Kenya, principalement dans les comtés du nord-est et dans la région côtière, ainsi que dans les établissements urbains informels de Nairobi et Mombasa.

Lancé par le réципиентаire secondaire de GCERF, WOKIKE, ce projet se focalise sur deux piliers principaux pour renforcer l'engagement et l'autonomisation des femmes, en vue de prévenir l'extrémisme violent : promouvoir le dialogue entre les chefs religieux et des dialogues visant à renforcer le rôle des femmes dans les structures de paix.

Pour élaborer des arguments contre la rhétorique de l'extrémisme violent à laquelle leurs communautés sont exposées, 50 femmes appartenant à des groupes

de femmes, commerçantes et handicapées ont tenu des discussions structurées avec des clercs et d'autres chefs religieux et, ensemble, ils ont préparé des plans d'action pour résoudre les conflits liés aux ressources ou les tensions politiques, afin d'assurer une paix durable dans les communautés.

Lors des séances de dialogue, les participants ont également reconnu que les femmes et les enfants sont les plus durement touchés par l'intensification des conflits communaux et ils ont cherché à améliorer les rôles des femmes dans les structures de paix. Au sein du Forum d'engagement du comté de Garissa (CEF) par exemple, il a été convenu de privilégier délibérément les problèmes et les perspectives des femmes relativement l'extrémisme violent, ainsi que les questions de sécurité, en veillant à ce que les femmes assument des rôles de leadership dans les structures et les processus. Des femmes ont été nommées en tant que responsables des piliers du CEF et ont été habilitées à diriger les réunions du Secrétariat du CEF.

Les efforts de plaidoyer du CEF visant à intégrer la participation des femmes dans les autres structures de paix du comté ont également été examinés et convenus, en vue d'étendre la participation des femmes aux forums de paix et comités de gestion des terres du comté, aux comités Nyumba Kumi, aux comités de pâturages et aux groupes interconfessionnels. WOKIKE est le seul réципиентаire secondaire du programme ARIVE à travailler spécifiquement à la réalisation du résultat « Engagement les femmes dans les structures de sécurité formelles et informelles ».

Bien que l'activité de financement actuelle prenne fin en 2023, WOKIKE organisera d'autres activités pour renforcer les capacités dans les groupes d'appui aux femmes de deux sous-comtés, qui porteront sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ainsi que sur l'identification des premiers signes de radicalisation et de recrutement.



3

4

5

6

7

TUNISIA

Cercles d'écoute pour les femmes qui sont extrêmement vulnérables aux activités extrémistes violentes

WeLoveSousse – Cercles d'écoute Mnihla, Raoued ; Jendouba Nord, Fernana ; Saquiet Sidi Youssef, Sers ; Bouzguem (Kasserine Sud) Zouhour ; Jelma Bouzid est mise en place d'espaces d'accueil, d'orientation et de capitalisation sur les questions de la prévention de l'extrémisme violent.

Couverture directe : 62 personnes (première phase)

Classement GTI du pays : 40

En Tunisie, les femmes sont particulièrement touchées par l'extrémisme violent – par exemple, lorsque leur enfant est recruté par un groupe extrémiste violent ou, dans certains cas, du fait qu'elles-mêmes ont été radicalisées.

Pour créer un forum en soutien aux femmes dont la vie a été touchée à divers égards par l'extrémisme violent, l'organisation (WeLoveSousse) a élaboré un programme de « Cercles d'écoute » visant à offrir une alternative aux interventions des forces de sécurité locales contre l'extrémisme violent au sein des communautés, qui n'ont pas permis de répondre aux besoins des femmes vulnérables en termes d'appui, de soutien psychologique ou d'orientation vers un service d'aide ou de soins.

Les Cercles d'écoute sont présidés par une psychologue qui propose également des séances individuelles de conseils psychologiques et d'appui, en plus de la séance de partage en groupe. Au sein du groupe, une série de réunions de cercle d'écoute permet également aux femmes de trouver des points communs et de se soutenir mutuellement face à des expériences traumatisantes similaires ou à des situations familiales difficiles.

En plus de servir de mécanisme d'appui pour les participantes, les Cercles d'écoute offrent un cadre de sensibilisation des femmes à leurs droits, de renforcement de leurs compétences parentales afin d'éloigner leurs enfants d'idées extrémistes violentes, et d'information sur les ressources administratives ou sécuritaires à leur disposition en cas de difficultés. Le personnel responsable de la mise en œuvre du projet et des Cercles d'écoute est spécifiquement formé à la promotion des compétences d'écoute et d'orientation au sein du groupe et à l'instauration d'un environnement sûr et bienveillant.





SECTION
4

SENSIBILISATION

Lancement du processus triennal de reconstitution du fonds de GCERF

Le 20 septembre 2022, les hauts représentants de 18 pays se sont réunis lors d'une conférence des bailleurs de fonds en marge de l'Assemblée générale des Nations Unies et ont annoncé des promesses de dons à GCERF de 66 millions de dollars US pour 2022 jusqu'en 2024.


Ces financements représentent une hausse de 24 % par rapport à la dernière période de trois ans et, pour la première fois, GCERF avait appelé les bailleurs de fonds à prendre des engagements pluriannuels. 15 pays bailleurs de fonds traditionnels ont fait des promesses de dons et, pour la première fois, des contributions ont également été apportées par 3 États pour des projets en cours appuyés par GCERF.

Le processus de reconstitution lancé en 2022 garantira une prévisibilité accrue des dons, ce qui permettra à GCERF de maintenir et d'étendre son appui aux activités de prévention de l'extrémisme violent dans les pays.

Nous considérons GCERF comme un allié majeur dans la protection de nos jeunes et de nos communautés contre les terroristes qui cherchent à les endoctriner. En insufflant l'espoir, la tolérance et la perspective de la paix dans les communautés, les projets soutenus par GCERF apportent des changements concrets.

Président du Niger, Mohamed Bazoum



An illustration of a stylized building with a tower on the left and a main structure on the right. Two silhouetted figures are walking on a path that leads towards the building. The path is orange, and the building is dark blue. The scene is set against a dark blue background.

SECTION
5

**APERÇU DE LA
GOUVERNANCE
ET DES
RESSOURCES
HUMAINES**

Conseil de la Fondation de GCERF

En tant qu'organe décisionnel de GCERF, le Conseil d'administration assume un éventail de responsabilités, notamment l'orientation de la direction stratégique de GCERF et la promotion de la mission de GCERF afin de mobiliser des ressources. En 2022, GCERF a tenu la première réunion de son Conseil d'administration, accueillie par un pays partenaire, les 15 et 16 juin à Tirana en Albanie. La même année, une deuxième réunion hybride du Conseil s'est déroulée à Genève en Suisse, les 28 et 29 novembre.

Le Conseil a pris 18 décisions sur des questions essentielles pour l'évolution et le travail de GCERF en 2022, notamment l'orientation stratégique, l'approbation de nouvelles stratégies d'investissement dans les pays et l'expansion du processus d'octroi de financement auprès de nouveaux pays partenaires : la Mauritanie, le Mozambique et le Tchad.

Parmi les décisions qu'il a prises, le Conseil a convenu d'ajuster la composition des 15 circonscriptions habilitées à voter afin de mieux refléter le nombre croissant de pays bailleurs de fonds et partenaires. Cette mesure permet de maintenir le nombre global de circonscriptions et d'assurer une représentation égale des pays bailleurs de fonds et partenaires ainsi qu'une représentation continue de la société civile, du secteur privé, des fondations et des groupes de réflexion.

Toutes les décisions du Conseil sont accessibles publiquement sur le site Internet de GCERF, à l'adresse : <https://www.gcerf.org/board-decisions/>

La composition du Conseil d'administration figure à l'annexe 1a.

Le Comité d'Experts Indépendants

Le Comité d'Experts Indépendants (CEI) de GCERF est un groupe impartial de 13 experts qui réalisent une évaluation technique rigoureuse afin d'orienter l'utilisation des financements de GCERF. Le CEI fournit également des conseils spécialisés sur les évaluations et les stratégies d'investissement de pays précis, assurant ainsi des programmes de qualité qui sont spécifiques à la prévention de l'extrémisme violent et correspondent aux priorités nationales. Les membres sont désignés par le Conseil, et trois nouveaux membres ont été acceptés lors de la 17e réunion du Conseil.

En 2022, les membres du CEI ont examiné un certain nombre de stratégies d'investissement du portefeuille de

GCERF avant leur soumission au Conseil, notamment pour les Philippines et la Bosnie-Herzégovine. Ils ont également dispensé des orientations sur la création de plusieurs financements au profit de la Tunisie, du Nigeria, du Niger, des Philippines et du Sri Lanka.

De plus, les membres du CEI ont apporté une contribution substantielle au partage de connaissances, en tant que co-facilitateurs des communautés de pratique mondiales de GCERF et des ateliers de groupes de travail du Forum mondial de la lutte contre le terrorisme (GCTF) consacrés à la lutte contre l'extrémisme violent et, à différentes occasions, ils ont partagé leurs perspectives sur l'apprentissage par les pairs, la durabilité, les opportunités en termes d'innovation et l'avenir de la prévention de l'extrémisme violent.

La composition du Comité d'Experts Indépendants figure à l'annexe 1 b.



Mécanismes de Soutien du Pays (MSP)

GCERF reconnaît pleinement l'importance d'assurer une coordination avec les gouvernements nationaux en soutenant leur réponse face à l'extrémisme violent, ainsi que le rôle majeur de la société civile, des partenaires de développement et des autres bailleurs de fonds en soutien aux gouvernements dans leurs efforts de prévention de l'extrémisme violent. Pour assurer une coordination pleine et effective avec et entre ces différentes parties prenantes, le modèle de GCERF appelle un éventail de représentants travaillant à la prévention de l'extrémisme violent à former

un mécanisme de Soutien du Pays (MSP), préalablement à l'élaboration et la mise en œuvre de financements.

Le MSP soutient les décisions financières concernant les financements établis dans le cadre du Mécanisme de Financement de Base de GCERF, généralement sur une période de trois ans. Les MSP jouent un rôle essentiel, tant dans le développement de financements que dans la gestion de financements, depuis l'appel à manifestation d'intérêt dans un pays jusqu'à la validation des Récipiendaires principaux du financement et des récipiendaires secondaires, en contribuant à la stratégie d'investissement de GCERF et en l'approuvant, puis en facilitant et en appuyant les partenaires de mise en œuvre lors de la phase de financement active.

Le Secrétariat

En 2022, l'Unité des ressources humaines et administratives du Secrétariat a continué à faciliter la croissance de GCERF, en lançant des processus de recrutement destinés à renforcer divers aspects du travail de l'organisation et à refléter l'expansion du portefeuille de pays. Les postes de directeur exécutif intérimaire et de sous-directeur de la gestion du portefeuille ont été ajoutés pour renforcer les capacités de leadership. Six nouveaux postes professionnels et de stage basés à Genève ont été créés, ainsi que deux services de conseils nationaux supplémentaires.

Fin 2022, le personnel de GCERF comprenait 47 personnes, dont 38 employés et stagiaires à Genève et dix conseillers nationaux basés dans les pays dans lesquels des financements sont actuellement mis en œuvre (avec des recrutements toujours en cours). Les membres du personnel représentent 25 nationalités et 64 % d'entre eux sont des femmes.

En 2022, l'Unité des RH et administrative a également lancé des projets destinés à affiner les processus, l'environnement de travail et la culture au sein de GCERF. Des innovations visant à optimiser la rentabilité et la qualité relativement aux déplacements et à l'assistance informatique ont été lancées pour améliorer l'efficacité organisationnelle. Une tierce « personne de confiance » indépendante a été nommée à titre de personne-ressource afin que le personnel puisse la consulter en toute confidentialité. Les processus d'atténuation et de résolution des risques ont été renforcés et la recherche d'un nouvel espace physique de bureaux a démarré en prévision de la croissance actuelle et future de GCERF en tant que fonds mondial en voie de maturité.



SECTION
6

**MISE À JOUR
FINANCIÈRE**

L'Unité des finances et de la conformité prévoit les ressources financières et les coordonne, et elle gère les audits annuels et de projets, tout en assurant la conformité aux normes comptables internationales. Elle apporte également un appui technique aux activités de processus d'octroi de financement, de gestion des financements et de clôture des financements, et elle fournit régulièrement des formations financières et un soutien aux bénéficiaires de financements dans les pays.

Le Comité des finances et de l'audit continue de superviser et de conseiller le Secrétariat sur les questions liées aux finances, aux audits, à la gestion des risques ou au contrôle interne. En 2022, une société externe, BDO SA Ltd. (Suisse), a mené un audit annuel des états financiers de GCERF. Les auditeurs ont soumis une opinion sans réserve quant à un problème ou une constatation quelconque dans leur rapport, notamment en ce qui concerne le système de contrôle interne.

Un certain nombre de bénéficiaires de financements ont fait l'objet d'un examen financier par BDO LLP (Royaume-Uni) et de contrôles financiers ponctuels par le Secrétariat. Chaque fois que nécessaire, les conclusions ont débouché sur un plan de mise en œuvre visant à pallier des erreurs et des faiblesses et à améliorer la capacité financière des bénéficiaires.

Le renforcement des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques s'est poursuivi, conformément au modèle de contrôle interne du Comité des organisations de tutelle de la Commission Treadway (COSO). Les processus et procédures actuels continuent de faire l'objet de révisions et d'améliorations régulières. Le développement en cours d'un logiciel de gestion des financements a été lancé en 2022.



Résumé des contributions financières par bailleur de fonds (en millions d'USD)

	Total des contributions confirmées en 2022	Total des contributions 2014 - 22	Contributions en Espèces	Contribution en Nature
Australie	0.9	6.6	6.6	
Canada	0.0	0.0	0.0	
Danemark	-	3.4	3.4	
Union Européenne	-	2.1	2.1	
France	12.0	26.3	26.3	
Allemagne	0.8	3.8	3.8	
Italie	7.1	13.1	13.1	
Japon	0.5	3.4	3.4	
Fondation Kofi Annan	0.6	8.3	8.3	
Liechtenstein	-	0.1	0.1	
Maroc	-	0.3	0.3	
Pays-Bas	-	0.0	0.0	
Netherlands, Kingdom of the	-	17.1	17.1	

	Total des contributions confirmées en 2022	Total des contributions 2014 - 22	Contributions en Espèces	Contribution en Nature
Nouvelle-Zélande	1.8	3.0	3.0	
Norvège	0.1	0.1	0.1	
Pays Partenaires	-	4.6	4.6	
Secteur Privé	-	0.1	0.1	
Qatar	-	10.0	10.0	
Espagne	0.0	0.0	0.0	
Suède	-	0.2	0.2	
Suisse	0.7	11.9	10.4	1.5
Royaume-Uni	-	2.6	2.6	
États-Unis d'Amérique	5.0	24.8	23.5	1.3
Contributions à GCERF par l'intermédiaire du GCSP	-	1.7	-	1.7
Total	29.6	143.4	139.0	4.5



SECTION
7

ANNEXES

ANNEXE 1A

Membres du conseil d'Administration
(au 31 décembre 2022)



AUSTRALIE, JAPON ET NOUVELLE-ZÉLANDE

Membre du Conseil : M. Tetsuya Yamada, directeur, Division de la coopération internationale pour la sûreté et la sécurité, Bureau de la politique étrangère, ministère des Affaires étrangères du Japon

Membre suppléant du Conseil : S.E. M. Jeffrey Roach, ambassadeur et représentant permanent adjoint, Mission permanente de l'Australie auprès de l'Office des Nations Unies à Genève



BANGLADESH

Membre du Conseil : S.E. M. Masud Bin Momen, ambassadeur et ministre des Affaires étrangères, ministère des Affaires étrangères de la République populaire du Bangladesh

Membre suppléant du Conseil : S.E. M. Md. Mustafizur Rahman, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République populaire du Bangladesh auprès de l'Office des Nations Unies à Genève



CANADA ET ROYAUME-UNI

Membre du Conseil : S.E. Mme Hema Kotecha, ambassadrice et représentante permanente adjointe, Mission permanente du Royaume-Uni auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du Conseil : Mme Christine Constantine, directrice des programmes de renforcement des capacités dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité (Centre de commandement intégré – ICC), Affaires mondiales Canada



SOCIÉTÉ CIVILE

Membre du Conseil : M. Fulco Van Deventer, vice-directeur, Human Security Collective, La Haye

Membre suppléant du Conseil : Mme Selena Victor, directrice de Politique et Plaidoyer, Mercy Corps Europe



UNION EUROPÉENNE, FRANCE, DANEMARK ET ITALIE

Membre du Conseil : M. Jesper Steen Pedersen, sous-directeur d'unité, FPI.1 – Paix et Stabilité – Menaces mondiales, Service pour les Instruments de politique étrangère (IPE), Commission européenne

Membre suppléant du Conseil : Mme Amélie Delaroche, sous-directrice de la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée, Direction des affaires stratégiques, de sécurité et du désarmement, ministère des Affaires étrangères de la France



FONDTIONS

Membre du Conseil : Mme Emman El-Badawy, directrice de la recherche, Tony Blair Institute for Global Change



KENYA

Membre du Conseil : S.E. Dr Cleopa Kilonzo Mailu, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Kenya auprès de l'Office des Nations Unies à Genève



KOSOVO, MACÉDOINE DU NORD, BOSNIE-HERZÉGOVINE ET ALBANIE

Membre du Conseil : S.E. M. Xhelal Sveccla, ministre de l'Intérieur du Kosovo

Membre suppléant du Conseil : M. Zlatko Apostoloski, coordonnateur national pour la prévention de l'extrémisme violent et la lutte contre le terrorisme en Macédoine du Nord



MALI, NIGERIA, NIGER, BURKINA FASO ET MAURITANIE

Membre du Conseil : S.E. M. Abiodun Richards Adejola, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République fédérale du Nigeria auprès de l'Office des Nations Unies à Genève

Membre suppléant du Conseil : S.E. M. Mamadou Henri Konate, ambassadeur et représentant permanent, Mission permanente de la République du Mali auprès de l'Office des Nations Unies à Genève



POLITIQUE ET GROUPES DE REFLEXION ET D'ACTION

Membre du Conseil : M. Eelco Kessels, directeur exécutif, Centre mondial sur la sécurité coopérative



SECTEUR PRIVÉ

Membre du Conseil : Mme Jessica Long, directrice stratégique et directrice générale, Closed Loop Partners

Membre suppléant du Conseil : M. Tony Carroll, directeur fondateur, Acorus Capital; professeur adjoint, Université Johns-Hopkins



QATAR

Membre du Conseil : S.E. Dr Mutlaq Majed Al-Qahtani, ambassadeur et envoyé spécial du ministre des Affaires étrangères de l'État du Qatar pour la lutte contre le terrorisme et la médiation



SUISSE

Membre du Conseil : S.E. M. Christian Frutiger, ambassadeur, directeur général adjoint et chef de la coopération internationale, Direction suisse du développement et de la coopération (DDC), Département fédéral des affaires étrangères de la Suisse

Membre suppléant du Conseil : Dr Daniel Frank, coordonnateur adjoint de la lutte internationale contre le terrorisme, Département fédéral des Affaires étrangères de la Suisse



TUNISIE ET PHILIPPINES

Membre du Conseil : Mme Neila Feki, vice-présidente, Commission nationale de la lutte contre le terrorisme de la République de Tunisie

Membre suppléant du Conseil : Mme Margarita Gutierrez, sous-secrétaire du Département de l'intérieur et des collectivités locales des Philippines (DILG)



ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, PAYS-BAS, NORVÈGE ET ALLEMAGNE

Membre du Conseil : M. Ian Moss, coordonnateur adjoint de la lutte contre le terrorisme, Bureau de la lutte contre le terrorisme, Département d'État américain

Membre suppléant du Conseil : Mme Naomi Yorks, vice-directrice de section, Division de la lutte contre le terrorisme et de la sécurité nationale, ministère des Affaires étrangères du Royaume des Pays-Bas

ANNEXE 1B

Membres du Comité d'Experts Indépendants
(au 31 décembre 2022)



M. Keneshbek B. Sainazarov (président du CEI)

directeur pour la région Asie et directeur pays pour l'Ouzbékistan, Search for Common Ground



M. Christian Leke Achaleke

coordonnateur de l'ensemble des pays du Commonwealth, Réseau des jeunes ambassadeurs pour la paix du Commonwealth



M. Adam Ravnkilde

conseiller stratégique principal, prévention et lutte contre l'extrémisme violent, Mission de conseil de l'Union européenne en Irak



Dr Andrew Glazzard

professeur, Université de Coventry, Institut des États-Unis pour la paix



Sir Malcolm Evans

professeur en droit public international, Université de droit de Bristol, président, Sous-Comité des Nations Unies pour la prévention de la torture



M. David Malet

professeur agrégé en justice, droit et criminologie, American University



Mme Eya Jrad

spécialiste de l'État de droit, de la sécurité et des droits de l'homme



Mme Fatima Star U. Lamalan

coordonnatrice de projet, Mouvement Salaam – Université Ateneo De Davao



Mme Humera Khan

présidente, MUFLEHUN



Dre Lisa Schirch

conseillère principale en politique, Alliance pour la construction de la paix sur la sécurité humaine



M. John Sampson

haut spécialiste principal des pratiques mondiales, DAI



M. Keneshbeck B. Sainazarov

directeur pour la région Asie et directeur pays pour l'Ouzbékistan, Search for Common Ground



Mme Maud Roure

responsable des programmes, Transitions vers la paix et Promotion du leadership des jeunes, Fondation Kofi Anan



Dre Medinat Abdulazeez Malefakis

boursière, Collegium Helveticum ETH Zurich

CRÉDITS PHOTOS

Page 4: © Action Aid, Nigeria

Page 10: © Rupantar, Bangladesh

Page 11: © Rupantar, Bangladesh

Page 12: © Rupantar, Bangladesh

Page 15: © Teach Peace Build Peace Movement, The Philippines

Page 16: © Unsplash

Page 17: © Action Aid, Nigeria

Page 18: © Action Aid, Nigeria

Page 20: © We Love Sousse, Tunisia

Page 21: © Unsplash

Page 22: © Teach Peace Build Peace Movement, The Philippines

Page 24: © UFC Dori, Burkina Faso

Page 25: © Initiatives – Conseils – Développement (ICD), Mali

Page 26: © UFC-Dori, Burkina Faso

Page 28: © Action Aid, Nigeria

Page 29: © Unsplash

Page 31: © Macedonian Young Lawyers Association (MYLA), North Macedonia

Page 32: © Shutterstock

Page 35: © Community Development Fund (CDF), Kosovo

Page 37: © Community Development Fund (CDF), Kosovo

Page 40: © Unsplash

Page 41: © Action Aid, Nigeria

Page 42: © Action Aid, Nigeria

Page 43: © Woman Kenya, Kenya

Page 44: © Zaid Abbour, Tunisia

Page 46: © Teach Peace Build Peace Movement, The Philippines

Page 48: © GCERF

Page 49: © Action Aid, Nigeria

Page 51: © Teach Peace Build Peace Movement, The Philippines

Page 56: © Teach Peace Build Peace Movement, The Philippines